

Match Algérie-Côte d'Ivoire

Plus de 1 000 supporters  
feront le voyage d'Alger

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Il réitère la nécessité d'organiser l'élection présidentielle dans les meilleurs délais

## Gaïd Salah soutient l'approche «raisonnable» de Bensalah

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a réitéré hier, la nécessité d'aller, dans les meilleurs délais, vers les élections. Il a, dans ce sens, exprimé son soutien à l'approche «raisonnable» contenue dans le dernier message du chef de l'Etat, tout en mettant en garde «les supplétifs et inféodés de la bande» qui veulent nuire à l'institution militaire.

Page 3



Diagnostic de la crise et crise du diagnostic

## Quelles clefs pour l'économie algérienne ?



Par Saâd Taferka

**L**e bilan économique et social des deux dernières décennies reste à faire. Ni les chiffres élogieux des réalisations données périodiquement par l'administration, ni non plus, les révélations - parfois fracassantes - liées à la corruption, faites à l'occasion de la convocation devant la justice d'un certain nombre d'anciens hauts responsables, ne semblent pouvoir se substituer à une évaluation objective, scientifique et sereine des investissements publics en équipements et infrastructures, censés être destinés à améliorer le cadre de vie des Algériens et à servir de base et d'encadrement pour les investissements productifs.

Au cours même des réalisations - déclinées en plans quinquennaux, avec des fonds spéciaux pour le Sud et les Haut-Plateaux - qui ont consommé près de 1 000 milliards de dollars, des réserves ont été exprimées par des experts et analystes nationaux, particulièrement sur le plan de la hiérarchisation des investissements publics, de la problématique inhérente au respect du schéma national de l'aménagement du territoire, de la marginalisation de l'entreprise algérienne malgré la fameuse clause de la préférence nationale contenue dans le Code des marchés publics, de la non-prise en charge de la formation du personnel technique et managérial, ainsi que d'autres considérations encore, aussi importantes les unes que les autres. Les universitaires et experts algériens qui se sont exprimés dans les médias écrits et audiovisuels, en dehors de toute sollicitation officielle de la part des responsables politiques ou administratifs, ont rarement été entendus ou suivis. Mais, ils n'ont pas été censurés. Le gouvernement avait fortement besoin d'un «alibi» de la liberté d'expression, laquelle ne portait pas vraiment à conséquence, puisque les gens qui émettaient des avis ou des réserves techniques autorisés préchaient dans le désert.

Page 4

Selon l'ONS

## L'activité commerciale souffre de beaucoup d'entraves

Page 2



Selon l'ONS

## L'activité commerciale souffre de beaucoup d'entraves

Indisponibilité des produits, éloignement des sources d'approvisionnement, lenteur des formalités d'acquisition des marchandises, notamment pour le marché de gros, sont tant d'entraves dont souffre l'activité commerciale en Algérie citée par une enquête d'opinion réalisée par l'ONS.



Par Karima Nacer

L'enquête, ayant ciblé une population de commerçants composée de grossistes et de détaillants, cite également les entraves liées à l'indisponibilité des produits et à l'éloignement des sources d'approvisionnement.

En effet, près de la moitié des grossistes et détaillants de l'échantillon, s'est plaint de l'indisponibilité des produits, indiquent l'enquête, relevant que plus de 65% des grossistes qualifient les formalités d'acquisition des marchandises de trop lentes et se plaignent en même temps, de l'éloignement des sources d'approvisionnement.

Cette situation a engendré, près de 15% des grossistes et détaillants enquêtés, des ruptures de stocks ayant impacté la disponibilité de certaines marchandises sur le marché national.

Les commerçants les plus touchés sont ceux qui activent dans la vente de gros et de détail des matières premières, des demi-produits, de la droguerie-quincaillerie, d'appareils électroménagers et de parfumeries (Dqaemp). La grande majorité des grossistes et près de 10% des détaillants se sont approvisionnés auprès du secteur privé uniquement au cours des trois premiers mois de l'année, a précisé la même source.

Par ailleurs, plus de 20% des grossistes et plus de 10% des détaillants disent s'être approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois, particulièrement ceux de l'agroalimentaire, de la matière première et demi-produits et ceux de Dqaemp.

L'ONS a, cependant, estimé que malgré cette situation, l'activité commerciale s'était améliorée pour les commerçants

détaillants, essentiellement pour l'agroalimentaire et les combustibles et lubrifiants, après avoir pâti d'une baisse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018.

Quant aux prix d'acquisition des produits, ils sont jugés élevés selon plus de 20% des grossistes et plus de 15% des détaillants. Les plus touchés par cette hausse des tarifs sont les commerçants activant dans le secteur de l'agroalimentaire, des machines et matériels d'équipements et ceux de la Dqaemp.

En revanche, le reste des commerçants enquêtés trouvent les prix stables.

Pour la demande en produits fabriqués, elle a augmenté, selon les commerçants détaillants, notamment ceux de l'agroalimentaire et des combustibles, alors qu'elle a connu un repli selon les grossistes. C'est le cas essentiellement des secteurs des

matières premières, de demi-produits et des machines et matériels d'équipements.

Selon plus de 25% des grossistes et près de 20% des détaillants, les prix de vente sont élevés par rapport au dernier trimestre 2018, notamment ceux de l'agroalimentaire et de la Dqaemp.

Quant à leur situation financière, la majorité des commerçants enquêtés (grossistes et détaillants) estime qu'elle est bonne.

Près de 24% des grossistes et près de 5% des détaillants disent recourir à des crédits bancaires sans trouver de difficultés à les contracter.

Côté prévisions, pour les prochains mois, les grossistes prévoient une baisse de leur activité, contrairement aux détaillants qui attendent une amélioration.

K.N.

## La généralisation du e-paiement tributaire de la lutte contre l'informel

La généralisation du paiement électronique en Algérie dépend essentiellement de la réussite des efforts consentis dans la lutte contre l'économie informelle, ont estimé, hier à Alger, des experts. S'exprimant lors d'une journée d'étude sur la monétique bancaire en Algérie, le professeur en économie, Mahfoud Koubi, a affirmé que «l'évolution du e-paiement est proportionnelle au niveau de développement de l'économie du pays, basé sur les règles du marché et la compétitivité, alors que l'économie algérienne reste dépendante de la rente pétrolière et gazière». Malgré les avancées réalisées dans ce domaine, poursuit-il, le e-paiement reste «insignifiant» dans la masse des transactions en Algérie, après 25 ans de l'initiation des réformes visant à moderniser le système financier.

Le paiement électronique exige que les vrais chiffres d'affaires soient communiqués et par conséquent leur imposition sera réelle, alors que cela ne correspond pas avec la mentalité de l'opérateur algérien, a-t-il estimé.

«Un système fiscal peu performant ne peut pas permettre l'introduction d'un moyen de paiement basé sur la visibilité et la transparence», a-t-il soutenu.

De son côté, l'économiste, Malika Seddiki, a plaidé pour l'accélération du processus de bancarisation et d'installer un climat de confiance qui permettrait un «changement culturel» dans les habitudes de paiement des Algériens. «Les consommateurs et commerçants font toujours de la résistance. Ils sont réticents. Cette résistance est due au manque de confiance dans ce type de moyen de paiement», a-t-elle jugé.

Les causes sont inhérentes à «la structure de l'économie (algérienne) qui continue à privilégier le paiement en espèce en raison du poids de l'économie informelle et la faible bancarisation», selon Mme Seddiki.

Dans ce sens, elle a appelé à la poursuite des réformes de l'économie notamment bancaires et financières pour faire de la monétique un «levier» de développement économique. Elle a, dans ce contexte, recommandé d'intensifier les campagnes de sensibilisation et de renforcer le rôle des banques publiques et privées, outre l'introduction de mesures d'incitation, au lieu des sanctions, pour faire prendre conscience aux commerçants de l'intérêt du e-paiement.

Le spécialiste en communication, Rafik Chibane, a considéré que le manque flagrant de la maîtrise des nouvelles technologies dans la société algérienne a beaucoup contribué dans la faible niveau d'utilisation du e-paiement.

Pour sa part, l'administrateur du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), Madjid Messaoudene, a relevé que 90 723 opérations de paiement par internet et 121 925 opérations par TPE ont été effectuées durant la période étalée entre le 1<sup>er</sup> janvier et 30 juin 2019.

Le nombre d'opération de retrait par distributeurs automatiques (ATM) a dépassé, durant la même période, les 4,8 millions d'opérations, selon mêmes les données.

Reda A.

GIE monétique

## Le paiement par téléphone mobile dès 2020

Par Rachid Chihab

Le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) prévoit de lancer le paiement par téléphone mobile (m-paiement) au début de l'année 2020, a annoncé, hier à Alger, son administrateur, Madjid Messaoudene.

Le lancement du m-paiement s'inscrit dans le cadre de la diversification des services et produits de la monétique en Algérie. Cela permet aussi de tirer profit du taux élevé (111%) de pénétration des smartphones dans le pays, a-t-il expliqué à l'APS en marge d'une journée d'étude sur la monétique interbancaire en Algérie.

Il s'agit d'une application sur smartphone, conçue par GIE Monétique, qui sera reliée au réseau interbancaire pour pouvoir effectuer des transactions qui seront débitées sur la carte interbancaire (CIB) ou celle d'Algérie Poste, la Golden (Edahabia).

Ce mode monétique concerne les opéra-

tions de paiement de proximité (dans les espaces commerciaux physiques) en se basant sur les codes-barres intelligents (QR).

Toutefois, ce type m-paiement n'a rien à voir avec l'utilisation de monnaie virtuelle ou d'unités intermédiaires pour effectuer des achats, interdit par la Banque d'Algérie, a-t-il tenu à préciser.

Le GIE Monétique envisage, par ailleurs, de lancer, d'ici la fin 2019, plusieurs produits et services comme une nouvelle carte sans contact (Contactless), le paiement de factures sur les distributeurs automatiques (BillPayment) et le rechargement d'unités téléphoniques (MobileToUp). Il est prévu aussi le lancement de la consultation de soldes sur n'importe quel distributeur automatique (BalanceCheck), le changement du code PIN et l'attribution d'un code parlant pour le porteur, le retrait de l'argent sur distributeurs à distance (e-retrait), ainsi que des solutions monétiques sur caisses adaptées aux grandes surfaces (monétique intégrée).

Pour rappel, GIE Monétique est un organe de régulation et de normalisation du système monétique interbancaire, dont la mission principale est de promouvoir la monétique par la généralisation de l'usage des moyens de paiement électronique.

A signaler que les opérateurs de la téléphonie mobile en Algérie ne cessent de rappeler pour disponibilité à se lancer dans M-paiement. Ils affirment que techniquement, ils sont prêts à mettre en place ce mode paiement très répandu en Asie, mais aussi dans certains pays africains à l'image du Kenya qui a réussi à faire des progrès énormes en matière de dématérialisation du paiement.

Ce mode paiement offre un nombre innombrable d'avantages à l'économie nationale. En effet, il permet de neutraliser les faux billets, de mettre en place un système de traçabilité des transactions financières, de régler le problème de liquidité dans les bureaux de poste et surtout de fluidifier les échanges commerciaux.

R. C.

Il réitère la nécessité d'organiser l'élection présidentielle dans les meilleurs délais

# Gaïd Salah soutient l'approche «raisonnable» de Bensalah

**Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP a réitéré hier la nécessité d'aller, dans les meilleurs délais, vers les élections. Il a, dans ce sens, exprimé son soutien à l'approche «raisonnable» contenue dans le dernier message du chef de l'Etat, tout en mettant en garde « les supplétifs et inféodés de la bande» qui veulent nuire à l'institution militaire.**



Par S. A. Mohamed

**D**ans une allocution prononcée lors de la cérémonie de remise du Prix de l'ANP pour la meilleure œuvre scientifique, culturelle et médiatique pour l'année 2019, Gaïd Salah a salué «l'approche raisonnable et sensée contenue dans le dernier message du chef de l'Etat, concernant l'effort à consentir afin de sortir le pays de sa crise actuelle». «Autant que nous encourageons et soutenons son contenu, nous considérons sa démarche comme une des étapes importantes à franchir sur la voie de la résolution appropriée de cette crise politique que traverse le pays», a-t-il souligné. Il a affirmé, à ce titre, que l'ANP considère que «la prochaine élection présidentielle est le premier fruit constitutionnel et légal de ces solutions» et qu'«elles renferment ce qui nous permettra de poursuivre les avancées vers l'instauration des assises d'un Etat de droit où prévaudra le progrès économique, la prospérité sociale et la cohésion sociétale, et où régnera la sécurité et la stabilité». «Cett présidentielle, nous la considérons réellement comme la clé pour accéder à l'édification d'un Etat fort avec des fondements sains et solides. Un Etat que le commandement de l'ANP œuvre

résolument à atteindre dans des conditions de sécurité et de stabilité, en dépit des embûches que sèment sur son chemin certains de ceux qui répugnent le bon déroulement de ce processus constitutionnel judiciaire, à l'instar des slogans mensongers, aux intentions et objectifs démasqués comme réclamer un Etat civil et non militaire», a-t-il ajouté. Le chef d'état-major de l'ANP a rappelé, dans ce contexte, que l'armée «maintient des positions constantes et sincères envers la patrie et le peuple depuis le début de la crise, en passant par toutes ses phases jusqu'à ce jour».

## «Une sérieuse mise en garde aux supplétifs et inféodés de la bande»

Gaïd Salah a, en outre, adressé, «une sérieuse mise en garde aux supplétifs et inféodés de la bande» qui remettent en cause ce qu'entreprend l'institution militaire. «Tenir cet engagement sincère commence à effrayer les supplétifs et les inféodés de la bande, au point où ils ont commencé à mener des campagnes aux objectifs bien connus pour remettre en cause toute action qu'entreprend l'institution militaire et son commandement novembriste, ainsi que tout effort que consent chaque fils dévoué à cette patrie», a-t-il affirmé. Le vice-

ministre de la Défense a soutenu, à ce titre, que ces «supplétifs et inféodés de la bande ont adopté la voie des appels directs au rejet de toute action qui peut concourir à résoudre la crise, croyant qu'ils pourront échapper à l'emprise de la justice». «Toutefois, nous leur adressons une sérieuse mise en garde, que l'Algérie est plus chère et plus précieuse pour qu'elle soit, elle et son peuple, victimes de ces traitres qui ont vendu leur âme et conscience et sont devenus des outils manipulables, voire dangereux entre les mains de ces cercles hostiles à notre pays», a-t-il averti. Cette mise en garde, a-t-il poursuivi, «nous est dictée par la quintessence même des prérogatives qui nous sont dévolues et ce que requiert la nature des nobles missions sensibles, que l'ANP a l'honneur d'en porter le fardeau».

## Combat contre «la corruption sous toutes ses formes»

Revenant sur les affaires de corruption, Gaïd Salah a affirmé, que l'Etat poursuivra le combat contre «la corruption sous toutes ses formes». «La poursuite de l'assainissement du pays de ce dangereux fléau est une mission que l'ANP s'honore aujourd'hui d'entreprendre en compagnie de

la justice et d'offrir toutes les garanties à même d'exécuter cette noble mission nationale», a-t-il affirmé. Il a rappelé que le «combat contre la corruption et son éradication de notre pays est à la fois une continuité naturelle du combat contre les pratiques abusives du colonialisme français, et de la lutte contre le fléau du terrorisme abject». Il a estimé, à ce titre, que de la même façon qu'il a su triompher hier du colonialisme et du terrorisme, le peuple algérien saura sans aucun doute vaincre le fléau de la corruption. «Ce peuple qui a triomphé du colonialisme et vaincu le terrorisme, se trouve aujourd'hui face à un autre défi qui n'est pas moins périlleux que ses précédents, c'est la corruption sous toutes ses formes et il est certain que la démarche de l'ANP, dans ce sens, est un effort sans égal, basé sur l'éradication totale de tous les fiefs du colonialisme dans notre pays», a-t-il soutenu. Selon le chef d'état-major de l'ANP, «la corruption est une autre forme de colonialisme, car elle infeste les esprits et les pensées qui frappent les consciences colonisables». Gaïd Salah a salué, à l'occasion, la justice et «toutes avancées nationales réalisées à ce jour avec la force de la loi et l'équité du droit».

S.A.M.

Affaire Bouregaâ

# Le collectif d'avocats boycotte l'audience

**L**e collectif d'avocats chargés de la défense de Lakhder Bouregaâ et les jeunes emprisonnés pour port de drapeaux autres que l'emblème national ont décidé de boycotter hier, l'audience prévue à la chambre d'accusation près de la Cour d'appel d'Alger.

Pour Me Nourredine Benissad, un des avocats du collectif, la défense s'est mise d'accord pour «ne pas cautionner l'audience concernant les jeunes qui ont été emprisonnés pour le port

de l'emblème amazigh et le cas de Lakhder Bouregaâ».

De son côté, Hakim Saheb, un autre avocat du collectif, indique que le collectif de défense s'est réuni pour décider du boycott «pour ne pas cautionner» une telle audience.

Un rassemblement de soutien et de solidarité a été organisé en leur faveur en présence de personnalités politiques nationales et de simples citoyens.

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed avait ordonné, le 30 juin dernier, le placement en détention provisoire de 16 personnes pour «crime d'atteinte à l'intégrité de la patrie en brandissant un drapeau autre que l'emblème national». Il avait prononcé la même sentence à l'encontre de Lakhder Bouregaâ, pour «démoralisation et outrage à corps constitué».

K. T.

Tribunal de Sidi M'hamed

## Reprise du procès de Kamel Chikhi, dit «El Boucher»

Le procès de Kamel Chikhi dit «El Boucher» dans l'affaire des conservateurs fonciers, a repris, hier, au tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger), après son report trois fois de suite.

Kamel Chikhi est poursuivi en compagnie de 13 mis en cause dont une femme dans une affaire liée aux documents, livrets fonciers et actes de propriété relatifs à sa société de promotion immobilière.

Le procès a été reporté lors des audiences du 22 mai, 19 juin et 3 juillet 2019.

Le prévenu Kamel Chikhi, en détention provisoire depuis juin 2018, est poursuivi dans quatre affaires, dont celle de trafic de cocaïne (saisie de plus de 700 kg de cocaïne au port d'Oran).

Les enquêtes préliminaires instruites dans l'affaire de saisie de cocaïne avaient révélé l'implication de plusieurs personnes dans des faits liés à la corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations au profit du principal accusé, mais dans le cadre d'une autre activité (promotion immobilière).

T. L.

## Youcef Yousfi devant le juge enquêteur près la Cour suprême

L'ancien ministre, Youcef Yousfi, comparait hier devant le juge enquêteur près la Cour suprême dans le cadre d'enquêtes sur la corruption dans le secteur de l'industrie automobile.

Youcef Yousfi est auditionné en sa qualité d'ex-ministre de l'Industrie et des Mines. Il fait face à plusieurs chefs d'accusation liés essentiellement à l'octroi d'indus avantages au titre de l'octroi de marchés publics et de contrats en violation des dispositions législatives dilapidation de deniers publics, d'abus de pouvoir et de fonction. Le parquet général près la Cour suprême a engagé les procédures de poursuite judiciaire à l'encontre de plusieurs anciens ministres et hauts responsables conformément aux formes et dispositions prévues dans le code de procédure pénale pour des faits punis par la loi.

K. M.

Diagnostic de la crise et crise du diagnostic

# Quelles clefs pour l'économie algérienne ?

**Le bilan économique et social des deux dernières décennies reste à faire. Ni les chiffres élogieux des réalisations données périodiquement par l'administration, ni non plus, les révélations - parfois fracassantes - liées à la corruption, faites à l'occasion de la convocation devant la justice d'un certain nombre d'anciens hauts responsables, ne semblent pouvoir se substituer à une évaluation objective, scientifique et sereine des investissements publics en équipements et infrastructures, censés être destinés à améliorer le cadre de vie des Algériens et à servir de base et d'encadrement pour les investissements productifs.**



Par Saâd Taferka

**A**u cours même des réalisations-déclinées en plans quinquennaux, avec des fonds spéciaux pour le Sud et les Haut-Plateaux - qui ont consommé près de 1 000 milliards de dollars, des réserves ont été exprimées par des experts et analystes nationaux, particulièrement sur le plan de la hiérarchisation des investissements publics, de la problématique inhérente au respect du schéma national de l'aménagement du territoire, de la marginalisation de l'entreprise algérienne malgré la fameuse clause de la préférence nationale contenue dans le Code des marchés publics, de la non-prise en charge de la formation du personnel technique et managérial, ainsi que d'autres considérations encore, aussi importantes les unes que les autres. Les universitaires et experts algériens qui se sont exprimés dans les médias écrits et audiovisuels, en dehors de toute sollicitation officielle de la part des responsables politiques ou administratifs, ont rarement été entendus ou suivis. Mais, ils n'ont pas été censurés. Le gouvernement avait fortement besoin d'un « alibi » de la liberté d'expression, laquelle ne portait pas vraiment à conséquence, puisque les gens qui émettaient des avis ou des réserves techniques autorisés préchaient dans le désert.

Les organismes algériens, de statut public, chargés - à titre administratif ou consultatif - de l'évaluation des politiques sociales et économiques ou de la prospective, ont été neutralisés par leur dissolution (à l'image du Commissariat général à la planification et à la prospective (Cgpp), dirigé par un éminent économiste, Sid Ali Boukrami) ou par leur marginalisation (à l'image du Conseil national économique et social (Cnes), qui n'a plus de président depuis le décès, en mars 2017, de son ancien responsable, Mohamed Seghir Babès).

L'on se souvient que, au début de la crise financière induite par le recul du prix du baril sur les marchés mondiaux, le gouvernement avait organisé avec le Cnes une table ronde sur « les défis de l'économie algérienne ». L'ancien Premier ministre, A. Sellal, s'était livré à un exercice de « prestidigitation » où se mêlèrent un apparent souci de la pédagogie,

une expression primesautière d'un commis de l'Etat presque « surpris » par les événements et un zeste de manœuvre politique qu'il a cru devoir étaler dans un forum qui se voulait, avant tout scientifique. On donna alors l'impression de solliciter et de vouloir faire « bouger » des instances nationales, longtemps « oubliées », à propos des enjeux économiques et sociaux auxquels est confrontée l'Algérie. En effet, pour de simples évaluations sociales et économiques, l'Algérie a été habituée à être jaugée et jugée par des parties tierces, qui sont souvent des institutions étrangères ou internationales versées dans le domaine de la finance, de l'évaluation du climat d'investissement et du risque-pays, des droits de l'homme, de la lutte contre la corruption, de la mesure du niveau de l'université ou du développement humain...etc.

Devenant de telles situations, l'Algérie se trouve alors sur la défensive, en position de réaction, et non de l'action. On a bien vu cette réalité avec les différents classements qui ont mis notre pays à des rangs peu élogieux dans différents domaines de la vie sociale, économique, éducative ou culturelle et sportive. Les réactions de nos responsables s'embarlificotent alors dans des explications oiseuses, s'enmêlant les pinceaux en tentant de réfuter, par exemple, le peu flatteur classement de l'Université algérienne dans le monde ou sur le Continent africain, en n'admettant pas l'évaluation de Transparency International dans son classement de l'Algérie sur le plan de la corruption- que l'actualité brûlante de l'activité des tribunaux confirme aujourd'hui -, et en s'effarouchant, par exemple, du classement, il y a quelques années, de la ville d'Alger comme l'une des villes les moins « vivables » du monde sur le plan du cadre de vie.

## Tâtonnement et virtualité

C'est que, l'Algérie manque terriblement d'instruments d'évaluation indépendante, malgré l'existence d'une « intelligentsia » nationale, de bureaux d'études publics de grande compétence, d'universitaires indépendants qui ont eu le loisir de s'exprimer dans des revues internationales ou dans de brillantes conférences.

La volonté avait terriblement fait défaut pour faire fonctionner librement des institutions publiques budgétivores, chargées en principe, non seulement d'évaluer des secteurs bien précis ou d'en faire le diagnostic, mais également de faire jouer l'esprit de prospective. Quant à d'éventuelles institutions indépendantes, la raideur du schéma d'organisation de l'Etat, sa monopolisation de tous les instruments de diagnostic, d'évaluation et de prospective, la baisse vertigineuse du niveau scolaire et universitaire, ainsi que le déficit d'organisation de la société civile, ont laissé place à une sidérante vacuité dans ce domaine, si bien que le gouvernement se trouvait, en 2017, devant un tableau de bord muet en matière de politique industrielle, sollicitant les patrons à aider les organes de l'Etat afin de pouvoir établir les statistiques de la production industrielle nationale, sa géolocalisation, les échanges et les flux, les taux d'intégration, la part de l'exportation...etc.

L'argent, seul, ne fait pas le bonheur, et l'Algérie à en faire une éloquente expérience pendant au moins une dizaine d'années (2004-2014). Ce qui est valable à l'échelle individuelle l'est davantage à l'échelle de la collectivité. Un ancien ministre des Finances, qui a participé à la gestion de l'économie nationale pendant cette faste embellie financière, à eu à le reconnaître en déclarant : « Nous avons les ressources financières, mais cela ne suffit pas ». En effet, avec les sommets vertigineux atteints alors par les prix du pétrole - 120 à 140 dollars le baril -, l'Algérie a gardé la même structure de la balance commerciale et du budget que pendant la période des années 1990 : plus de 96% des recettes extérieures proviennent des hydrocarbures et plus de 60% du budget de l'Etat sont alimentés par la fiscalité pétrolière. Il se trouve que même les réserves de changes - dont le montant avoisinait 200 milliards de dollars en 2014 - ont fondu comme neige au soleil, nourrissant le déficit de la balance commerciale jusqu'à descendre aujourd'hui au niveau de 70 milliards de dollars. A ce rythme de consommation des réserves de change, et sans une politique économique alternative basée sur la vraie diversification

des investissements et des exportations, l'Algérie sera dos au mur dans moins de deux ans. Déjà, dès à présent, le gouvernement est sous pression pour trouver une solution de rechange au financement non conventionnel (planche à billets) puisqu'il a décidé de mettre fin à cette option prise par le gouvernement Ouyahia à l'automne 2017 et par le moyen de laquelle la Banque d'Algérie a imprimé l'équivalent d'environ 60 milliards de dollars sans équivalent physique en l'espace d'un an et demi.

## Accéder à d'autres sources en dehors des hydrocarbures

Pendant la période de l'embellie financière, les gestionnaires de l'économie nationale s'étaient contentés de se gargariser de quelques indicateurs dont la validité est plutôt problématique, puisqu'elle n'embrasse pas l'ensemble des données sociales et économiques du pays. Ainsi, on avait longtemps mis en exergue la croissance tirée par la commande publique et qui, même sous le régime de 140 dollars le baril, n'a jamais franchi le taux de 5% du PIB/an. L'Algérie a dépensé plusieurs centaines de milliards de dollars dans les infrastructures et équipements, avec les résultats que l'on connaît. Si une partie de ces réalisations a effectivement servi la collectivité nationale et le rehaussement de niveau de certains services publics, le revers de la médaille est malheureusement là : les entreprises algériennes n'ont pas pu profiter de ces investissements pour procéder à leur mise à niveau, le transfert de technologie tant promis à travers le partenariat avec l'étranger a été un mirage, la qualité des études et des réalisations laisse à désirer dans beaucoup de cas, et la corruption a été la fidèle accompagnatrice de ces programmes. Cela, sous réserve d'un inventaire qu'il faudra faire dans les meilleurs délais des retards et insuffisances qui grèvent des créneaux et des secteurs entiers, à commencer par la formation/éducation - sous toutes ses déclinaisons, en relation, aussi bien avec l'entreprise et l'économie, qu'avec la culture - jusqu'aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic), en passant par l'environnement, les énergies renouvelables et la politique d'aménagement du territoire.

Outre une croissance faible et tirée majoritairement par la commande publique, les autorités avaient élevé au rang de mythe la stabilisation du cadre macro-économique national (taux de chômage réduit officiellement à 12%, inflation reconnue à un taux inférieur à 5%, endettement extérieur qui ne dépassait pas 3 mds de dollars...). Mais un certain nombre de paramètres énoncés ici - principalement le chômage et l'inflation - ne résistent pas à une analyse rigoureusement scientifique, mission relevant justement de centres et bureaux d'études indépendants. A défaut de ces instances, ce sont la Banque mondiale et le FMI qui se chargent du décryptage de ces réalités, en allant dans le détail des chiffres du chômage, lesquels expliquent, par exemple, que 25% des jeunes sont au chômage, sans compter la précarité des emplois dits d'attente (presque un million d'universitaires préemploi). Il se trouve qu'une grande partie des handicaps rédhitoires de l'économie algérienne était dissimulée derrière une rente distributive que l'on a emballée sous le libellé de « transferts sociaux ». Parce que mal répartis, sustentés par l'esprit clientéliste, ces transferts risquent aujourd'hui, dans ce « vortex » qui continue à siphonner les prix du pétrole, d'être remis en cause de façon brutale sans que l'on ait le temps et les moyens d'accéder à d'autres sources de financement issues de nouveaux investissements hors de la sphère des hydrocarbures.

Pêche

# 75 milliards de DA d'investissements privés en aquaculture

La valeur des investissements privés en aquaculture s'est élevée à 75 milliards de DA destinés à la réalisation de 271 projets approuvés par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), a indiqué hier, Mustapha Oussaïd, directeur du développement de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.



Ces investissements qui seront réalisés à moyen terme jusqu'en 2022 permettront de produire 111 000 tonnes de différents types de poissons, dont 105 000 tonnes de l'aquaculture marine et 6 000 tonnes de l'aquaculture d'eau douce, et de créer 24 000 postes d'emplois, a précisé M. Oussaïd dans un entretien accordé à l'APS.

La valeur des ventes devrait dépasser 87 milliards de DA (84 milliards de DA pour l'aquaculture marine et 3,6 milliards de DA pour l'aquaculture d'eau douce) après parachèvement de ces projets, a-t-il indiqué. Parmi ces projets, 212 ont obtenu des contrats de concession par les services des domaines de l'Etat, ce qui permis le lancement de la réalisation de leurs fermes (154 pour l'aquaculture marine et 58 pour l'aquaculture d'eau douce) avec une capacité de production de 80 663 tonnes devant réaliser un chiffre d'affaires de près de 68 milliards de DA et créer 16 000 postes d'emplois après leur mise en production.

Un total de 491 dossiers ont été déposés pour la réalisation de projets d'aquaculture au niveau de la direction générale de la pêche, dont 268 projets relatifs à l'aquaculture marine (55%) et 223 projets d'aquaculture d'eau douce (45%), a ajouté le même responsable.

M. Oussaïd a mis en avant, à cet égard, le développement du volume des investissements privés dans le domaine de l'aquaculture comparativement aux années précédentes, rappelant la réalisation, fin 2018, de 70 nouveaux projets, en cours d'exploitation, dont la production primaire s'est élevée à 5 100 tonnes de différentes espèces de poissons (des ventes de 4 milliards de DA).

Ces projets, une fois la phase d'expérimentation terminée, devrait réaliser une production de 30 000 tonnes et générer un chiffre d'affaires de plus de 24 milliards de DA, outre la création de 4 672 nouveaux postes d'emploi, poursuit le responsable.

M. Oussaïd estime en outre que les projets connaissent une accélération sans précédent, notamment vu l'expérience et l'accompagnement nécessaires que fournit le secteur aux investisseurs, faisant état de la réalisation, durant les cinq premières années de 2019, de six nouvelles fermes aquacoles au niveau des wilayas de Mostaganem, Béjaïa, Tizi Ouzou, Jijel et Annaba.

## Entrée en exploitation de 60 nouveaux projets à la fin 2019

Le nombre de projets réalisés dans le domaine de l'aquaculture atteindra, à la fin

2019, 130 projets, et ce après la réalisation de 60 nouveaux projets programmés (40 d'aquaculture en eau de mer et 20 en eau douce).

Ces projets permettront d'atteindre une production de 52 440 tonnes, des bénéficiaires dépassant 41 milliards de DA, et la création de 9 264 nouveaux postes d'emploi.

Afin de parachever la réalisation de ces projets dans les délais, les responsables de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture suivent de plus près la réalisation des fermes et exploitent d'une façon quotidienne l'ensemble des moyens de communication via Internet pour rester en contact avec les investisseurs.

Par ailleurs, le secteur a enregistré en 2018 un total de 223 demandes d'investissement dans le domaine de l'aquaculture continentale déposées, par des investisseurs privés, au niveau des directions de wilayas, dont 58 projets ont bénéficié des actes de concession (26%) et 31 projets entrés en exploitation, en sus de 20 autres qui entreront en exploitation à la fin 2019.

Quant à la pêche continentale, 75 investisseurs détenteurs d'actes de concession et exerçant leurs activités au niveau de 61 étendues d'eau, ont réalisé une production avoisinant 1 955 tonnes de poissons en 2018 au niveau de 21 wilayas.

Quatre wilayas viennent en tête dans cette activités, à savoir, Aïn Defla avec 513 tonnes (12 investisseurs), Relizane avec 446 tonnes (8 investisseurs), Béchar avec 294 tonnes (4 investisseurs) et Tizi Ouzou avec 174 tonnes (3 investisseurs).

Pour appuyer cette activité, l'année 2018 a connu la production de 2 600 000 unités d'oeufs et de larves alevins ayant étéensemencés au niveau des barrages et des bassins, l'enregistrement de cinq projets d'exploitation des anguilles dans les wilayas de Skikda (Oued El Kebir), Boumerdès (Oued Isser et Oued Sbaou) et deux projets à El Tarf, (lac Oubeira et la Tonga).

S'agissant de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, le programme national d'ensemencement de poissons a englobé, en 2018, plus de 1 401 bassins d'irrigation duquel les agriculteurs ont bénéficié d'un total de 204 000 oeufs et alevins de poissons.

Selon M. Oussaïd, cette opération devra améliorer le rendement de davantage de surfaces agricoles et améliorer l'usage multiple des eaux, ce qui a poussé à la formation de 2 304 agriculteurs en 2018 au niveau local, sur un total de 28 167 agriculteurs ciblés.

S'agissant des zones d'activités des métiers de la pêche et de l'aquaculture, 79 zones d'activité ont été déterminées pour l'accueil des activités d'aquaculture lors de l'année 2018, dont 31 zones autorisées sur décision des walis et 31 zones dont les procédures administratives sont en cours de finalisation. Le même responsable prévoit la création de 22 zones à la fin 2019.

Dans le cadre des textes d'application relatifs aux zones d'activité des métiers de la pêche en aquaculture, neuf zones d'activité ont été approuvées par le Conseil des ministres, le 21 novembre 2018 (le décret exécutif est en cours de publication), réparties dans les wilayas de Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipasa, Boumerdès, Béjaïa, Relizane et Tiaret.

Le programme des investissements publics a permis le lancement de 14 projets d'un montant s'élevant à 5,80 milliards de DA (soit 580 milliards de centime), visant essentiellement la formation et l'orientation des investisseurs privés et leur permettre de se lancer facilement dans cette activité.

Selon M. Oussaïd, le financement de certains de ces projets s'est fait dans le cadre d'un partenariat international de soutien aux entreprises ayant été créées pour lancer l'activité d'aquaculture en Algérie, à l'instar du partenariat avec l'Union européenne dans le cadre du projet (Divico 2), en sus du partenariat avec la Corée du Sud, en vue de la réalisation d'un projet pilote pour chaque activité en aquaculture, à même d'assurer, à l'avenir, la formation et l'orientation des investisseurs privés.

Reda A.

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 65 dollars

Les prix du pétrole grimpaient hier en cours d'échanges européens après que l'API a fait état la veille d'une baisse des stocks américains plus importante que prévu.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 65,31 dollars à Londres, en hausse de 1,79% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 1,97%, à 58,97 dollars.

«Le pétrole monte après l'im-

portante baisse surprise des stocks» américains révélée mardi par l'API, a expliqué Neil Wilson, analyste pour Markets.com.

La fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API), qui publie ses données compilées de façon indépendante, a fait état d'une chute des stocks de brut de 8,1 millions de barils. Dans ce contexte, les chiffres officiels du gouvernement américain, publiés mercredi à 14h30 GMT et jugés plus probables que ceux de l'API, seront scrutés par les investisseurs.

Pour la semaine achevée le 5 juillet, les analystes estiment que les stocks ont reculé de 2,9 millions de barils pour le brut et de 2 millions pour l'essence, tandis que les stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) ont progressé de 800 000 barils, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Les prix étaient également soutenus par la production russe, qui est tombée à un plus bas depuis trois ans en début juin, a souligné Carsten Fritsch, analyste pour Commerzbank.

La Russie produit actuellement 400 000 barils par jour de moins que ce que stipule l'accord de réduction de la production.

«Cela est dû à la persistance de problèmes de contamination de pétrole», a expliqué M. Carsten.

Des livraisons de pétrole russe de mauvaise qualité, car contaminé par des chlorures, ont entraîné le 25 avril l'interruption des approvisionnements par l'oléoduc Droujba (Amitié en russe), l'un des plus longs du monde, vers un certain nombre de pays dont

l'Allemagne, la Slovaquie et la Pologne.

Néanmoins, la hausse des prix du pétrole était limitée, alors que «l'appétit pour le risque reste mesuré du fait des inquiétudes concernant la croissance mondiale», a souligné Benjamin Lu, analyste pour Phillip Futures.

Un ralentissement de l'économie mondiale, alimenté notamment par les tensions commerciales, aurait des conséquences négatives sur la demande d'or noir.

G. T.

France

# Les fraudes à la carte bancaire poursuivent leur évolution

Les fraudes à la carte bancaire poursuivent leur évolution en France avec des outils de skimming de plus en plus sophistiqués, souvent déployés par des groupes criminels d'Europe de l'Est, a indiqué hier, un rapport établi par les autorités françaises, notant toutefois que le nombre de piratages est toutefois en «très forte» baisse depuis 2015.



Elaboré par l'ensemble des services du ministère de l'Intérieur, sous la coordination de la Délégation ministérielle aux industries de sécurité et à la lutte contre les cybermenaces (Dmisc), le document dresse un panorama complet des enjeux, des menaces et des réponses apportées par le ministère au sujet des menaces numériques.

Le rapport explique que l'accélération des transformations induites par le digital bouleverse «profondément» la société, notamment avec un taux de pénétration de l'Internet, continue de progresser en France (88 %) et dans le monde (55 %), ainsi que pour les réseaux

sociaux, soulignant que le paysage de la criminalité se transforme sous l'impact du numérique.

Pour l'année en cours, les services impliqués dans la lutte contre les menaces numériques ont pu observer plusieurs phénomènes, comme les attaques par rançongiciel qui ciblent les grandes entreprises ayant la capacité de payer des rançons très élevées.

Ils ont également constaté le phénomène de «sextorsion» portant sur un chantage à la webcam prétendument piratée qui est apparu à la fin 2018. Ce phénomène s'est manifesté par une diffusion massive de mails, ont ajouté les rédacteurs du rapport qui ont relevé que les malwares

bancaires sont en «plein essor» sur les smartphones de même que les attaques de distributeurs bancaires par jackpotting qui se sont intensifiées et diversifiées.

Ainsi, indique le rapport, le nombre de harcèlements au moyen d'un service de communication en ligne a doublé entre 2016 et 2018 et le nombre d'infractions à la loi «Informatique et Libertés», stable en 2016 et 2017, est en hausse en 2018 (+14 %).

L'étude montre par ailleurs une tendance globale en hausse de 7 % par rapport à 2017 et plus de 73 % de ces infractions sont des escroqueries liées à Internet.

L'étude indique que la dimension internationale de

la cybercriminalité implique d'harmoniser les législations nationales et de faciliter la coopération entre les Etats.

Dans ce cadre, le ministère français de l'Intérieur a abouti à un plan d'actions qui permettra de «mieux» structurer la lutte contre les cybermenaces au ministère, a-t-on indiqué, en mettant à la disposition des citoyens français une plateforme Perceval permettant à toute victime de signaler un usage frauduleux de sa carte bancaire. Un autre projet

Thésée, en cours de finalisation, permettra prochainement de porter plainte en ligne pour certaines escroqueries sur Internet.

H. R.

Interpol

# Des milliers d'animaux sauvages saisis dans un coup de filet international

Des milliers d'animaux ont été saisis lors d'un impressionnant coup de filet mondial contre le trafic d'animaux sauvages qui a permis l'arrestation de près de 600 suspects, a annoncé Interpol hier.

Au cours de cette opération coordonnée au mois de juin par Interpol et l'Organisation mondiale des douanes (WCO) dans 109 pays, la police a interpellé 582 suspects et également mis la main sur 440 défenses d'éléphants, plus d'une demi-tonne d'objets en ivoire, 2 550 m<sup>3</sup> de bois et 2 600 plantes.

Ces arrestations et saisies ont été déclenchées par une équipe internationale d'enquêteurs et agents des douanes réunie dans les locaux

d'Interpol à Singapour.

D'autres arrestations et poursuites pourraient survenir dans les semaines et mois à venir, indique Interpol, dont le siège est à Lyon (centre-est de la France).

Au total, 23 primates, 30 fauves, plus de 4 300 oiseaux, près de 10 000 animaux marins dont du corail, des hippocampes, des dauphins et requins, près de 10 000 tortues et quelque 1 500 autres reptiles ont été saisis aux mains des trafiquants.

Les photos mises en ligne par Interpol montrent, notamment des saisies de peau de crocodile au Royaume-Uni, des dizaines de perroquets entassés les uns contre les autres dans une petite cage grillagée

en Inde ou des poissons-zèbre morts pendant leur transport illégal au Brésil. A également été saisie au Nigeria, une demi-tonne d'écaillés de pangolin, un des animaux les plus braconnés au monde, auxquelles la médecine traditionnelle chinoise attribue de nombreuses propriétés.

L'opération a remonté plusieurs filières de commerce illégal en ligne, permettant, notamment l'arrestation de 21 personnes en Espagne et la saisie de 1 850 oiseaux en Italie.

Il s'agit de la troisième opération de cette ampleur menée par Interpol, après 2018 et 2017, avec à chaque fois des saisies représentant plusieurs millions de dollars.

H. T.

Unesco

# Les pays n'atteindront pas leurs engagements en matière d'éducation d'ici à 2030

Les projections de l'Unesco ont montré que les pays n'atteindront pas d'ici à 2030 leurs engagements en matière d'éducation, dans le cadre de l'Objectif de développement durable (ODD 4), a indiqué mardi l'organisation onusienne.

Présentées dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations unies pour suivre l'avancement des objectifs de développement durable, ces projections montrent, selon un communiqué, qu'un enfant sur six âgé de 6 à 17 ans sera encore exclu du système scolaire alors que, selon les engagements des pays, tous les enfants devraient être scolarisés.

Les mêmes prévisions montrent également que 40% des enfants dans le monde n'achèveront leurs études secondaires, un chiffre estimé à 50% pour l'Afrique subsaharienne où la proportion d'enseignants qualifiés est «en déclin» depuis 2000.

Produit par l'Institut de statistique de l'Unesco et le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, le document «Respecter les engagements : les pays sont-ils en bonne voie d'atteindre l'ODD ?» souligne que les taux d'apprentissage devraient stagner dans les pays à revenu intermédiaire et baisser de près d'un tiers dans les pays francophones d'Afrique d'ici à 2030.

De plus, a-t-on ajouté, sans une accélération rapide, 20% des jeunes et 30% des adultes dans les pays à faible revenu «ne seront toujours pas en mesure de lire d'ici à la date fixée pour l'élimination de l'analphabétisme».

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 insiste, rappelle-t-on, sur le fait de ne laisser personne pour compte, alors que l'étude indique que seulement 4% des 20% d'individus les plus démunis dans les pays les plus pauvres achèvent leur deuxième cycle d'études secondaires, contre 36 % dans les pays les plus riches.

En 2015, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Unesco a identifié un déficit de 39 milliards de dollars pour la réalisation de l'ODD 4, mais le financement pour l'éducation stagne depuis 2010.

Selon l'Unesco, les synergies les plus faibles entre les plans des pays et les engagements de ces derniers en matière d'éducation «résultent du manque de collaboration intersectorielle, qui pourrait être comblée que grâce aux efforts pour associer l'éducation de la petite enfance et la santé, puis l'éducation et le marché du travail».

H. Y.

Bulgarie

# Le gouvernement décide d'acheter huit avions de combat F-16

Le gouvernement bulgare a décidé, hier, d'acheter huit avions de combat américains F-16 Lockheed Martin pour un montant de 1,2 milliard d'euros, a annoncé le vice-ministre de la Défense Atanas Zaprianov cité par des médias locaux.

«Le conseil des ministres a décidé aujourd'hui la signature de quatre accords d'acquisition d'avions F-16 block 70 avec l'équipement nécessaire», a précisé le responsable de la défense bulgare.

Cette décision doit encore être formellement entérinée par le Parlement en juillet, qui a avait initialement prévu une enveloppe financière de 1,8 milliard de leva (920 millions d'euros) pour cette acquisition. Membre de l'Otan depuis 2004, la Bulgarie cherche depuis plusieurs années à remplacer son ancienne flotte de chasseurs MiG-29 de fabrication soviétique. Outre Lockheed Martin, l'Italie avait présenté une offre pour des Eurofighters d'occasion et la Suède pour 10 Gripen neufs. La commande porte sur six F-16 à un siège et deux avions à deux sièges, livrables d'ici à 2023. «Les appareils seront équipés de missiles et auront toutes les capacités air-air, air-terre et de renseignement», a assuré M. Zaprianov.

Le ministre de la Défense, Krassimir Karakatchanov, a précisé, de son côté, qu'un accord supplémentaire prévoyait la prise en charge par les Etats-Unis de frais d'entretien et de formation des pilotes à hauteur de 60 millions de dollars. Cette commande représente un nouveau marché pour Lockheed Martin face à la concurrence européenne. Le constructeur américain avait notamment signé en décembre un contrat portant sur la livraison de 14 avions F-16 à la Slovaquie pour 1,58 milliard d'euros.

Y. N.

Ghardaïa

# Le m'naguer, dattes précoces, fait son apparition sur les étals

Les premières dattes précoces de la saison, connues sous l'appellation de m'naguer, ont fait leur apparition sur les étals des marchands de fruits et légumes de Ghardaïa en ce début de mois de juillet, a-t-on constaté.



**F**raîchement cueillie dans les palmeraies de la région du Tidikelt (In Salah, In Ghar et Aoulef), cette variété de dattes précoces, m'naguer est proposée à des prix oscillant entre 800 et 1 000 DA le kg, selon le goût et le calibre du fruit.

Mielleuse aux reflets dorés à moitié mûre et moitié âpre encore jaunâtre, charnues avec plissement, cette datte précoce est récoltée manuellement par grappillage, une méthode traditionnelle qui consiste à ne cueillir du régime que les dattes arrivées à maturation, a expliqué Bachir Hanichi, un commerçant de Ghardaïa.

Généralement, ce sont les membres de la famille, aidés par les voisins, qui grappillent avec soin et précaution

les dattes arrivées à maturation tôt le matin ou en fin d'après-midi pour échapper aux fortes chaleurs de la journée, a-t-il expliqué.

D'habitude, la récolte du m'naguer commence vers le début du mois de juin et s'étale jusqu'à la mi-juillet, cependant, cette année le murissement de cette variété de datte molle et très sucrée a connu un retard et a été altérée par les pluies qu'a connues le Tidikelt durant le mois de juin, a poursuivi Si Bachir, en fin connaisseur des produits phoenicoles.

Les propriétaires de palmeraies dans le Tidikelt ne cachent pas leur inquiétude suite à l'apparition du boufaroua sur les régimes de dattes et les répercussions du climat caniculaire chaud sur la qualité et la quantité du

fruit cueilli, a indiqué un jeune agronome de In Salah rencontré à Ghardaïa.

Il estime "primordial" de tenir compte des spécificités climatiques de chaque région en ce qui concerne la période de traitement et de lutte contre la maladie du boufaroua, notamment pour la région de In Salah afin d'atténuer la baisse des rendements de la datte précoce " m'Naguer qui a une valeur marchande importante".

Cette variété de datte précoce constitue un apport indéniable en tant que soutien financier pour les familles de la région du Tidikelt et peut également jouer un rôle dans le développement et la valorisation des palmeraies marginales, en incitant les jeunes à travailler la terre.

Le m'Naguer, très prisé sur le marché, a la particularité toutefois de se gâter rapidement, et doit donc se consommer au plus tard trois jours après sa cueillette.

L'apparition sur le marché de ce fruit attire des foules de consommateurs et de curieux et constitue la meilleure offrande à une personne chère en cette période estivale dans la région de Ghardaïa.

Proposé à la vente dans des boîtes en carton utilisées généralement pour la vente des gâteaux ou dans des barquettes en plastique, le m'naguer attire des consommateurs qui se précipitent pour acheter une petite quantité en guise de "fel", augure d'une saison faste et "sucrée", espère-t-on.

R. S.

M'sila

## Fermeture de 12 sablières

■ Douze sablières localisées dans les communes de Boussaâda, Tamsa, Maârif et Khobana dans la wilaya de M'sila ont été fermées et cinq autres mises en demeure depuis mars dernier à ce jour, ont rapporté, mardi, les services de la wilaya.

Les cinq sablières mises en demeure, comme rappel à l'ordre pour "se conformer aux clauses du cahier des charges établi dans ce contexte", ont indiqué les services de la wilaya, alors que la fermeture des sablières étaient motivées par "le non-respect des cahiers des charges fixant les quantités de sable à extraire et déterminant les coordonnées des superficies à exploiter".

Ces fermetures interviennent sur ordre du chef de l'exécutif local, Brahim Ouchane, suite à des rapports établis dans ce contexte par une commission chargée du suivi et de l'évaluation de ce dossier et son impact sur l'environnement dans la région sud de la wilaya, où est localisée la totalité des carrières, a-t-on détaillé.

Les services de la wilaya ont relevé que ce dossier a été "rigoureusement" suivi afin de préserver l'environnement immédiat des ces carrières de sable.

Selon les rapports établis dans ce contexte par la Gendarmerie nationale, ces mesures prises par l'administration locale visent à préserver l'environnement contre toute forme de dégradation, a-t-on encore ajouté.

Ces rapports évoquent, entre autres, le changement des cours d'eau des oueds de Boussaâda et Tamsa, "un phénomène constaté au cours des trois dernières décennies" et soulignent les répercussions de tels changements notamment les dangers d'inondations pendant les saisons de l'automne et de l'hiver. En 2007, les crues des oueds de Boussaâda et de la région oued El Lham ont fait 14 morts et causé l'effondrement de trois ouvrages d'art.

T. N.

Ghardaïa

## Vers la relance du projet de la nouvelle ville d'El Menéa

■ Les pouvoirs publics sont déterminés à relancer le projet de la nouvelle ville d'El Menéa (270 km au sud de Ghardaïa), a affirmé mardi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de

la Ville, Kamel Beldjoud, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya déléguée d'El Menéa (Ghardaïa).

Le ministre a réitéré, devant la société civile locale, l'engagement des autorités du pays à "concrétiser le projet sur le terrain afin d'améliorer l'attractivité de la région et lui permettre de jouer pleinement son rôle de wilaya déléguée".

Il a, en outre, mis l'accent sur l'approche participative et pragmatique pour la concrétisation de ce projet structurant qui s'inscrit dans le cadre du Schéma national d'aménagement du territoire (Snat).

Créé par décret de novembre 2007, le projet de la nouvelle ville d'El Menéa, qui s'étend sur une superficie de plus de 600 ha, a accusé un retard considérable avant d'être annulé faute de financement.

L'annonce de la relance de ce projet a suscité une large satisfaction chez la population locale. En visitant le nouveau pôle urbain de Hassi El Gara, implanté sur une superficie de 300 ha à une dizaine de kilomètres au Sud d'El Menéa et dont les travaux sont en cours d'achèvement, le ministre a fait part d'un nouveau quota de 750 unités qui s'ajouteront aux 1 475 logements déjà existants dans cette région qui compte une population de 34 000 habitants.

Auparavant, M. Beldjoud a inspecté les projets de réalisation de 200 logements dans la zone urbaine de Oued Nechou, près de Ghardaïa, et des logements du programme Aadl implantés dans la zone de Noumérat, ainsi que le 3ème pôle universitaire de 3 000 places pédagogiques, englobant un Institut des sciences techniques de 2 000 places et un Institut des activités sportives de 1 000 places.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a insisté sur le respect des délais de réalisation et la qualité des travaux.

T. S.

Tronçon autoroutier Sidi Madani-El Hamdania

# Le comportement dangereux et inconscient d'usagers mis à l'index

**L**e comportement dangereux et inconscient de certains usagers du tronçon autoroutier Sidi Madani (Blida) - El Hamdania (Médéa), a été mis à l'index, mardi, par le chef du projet de modernisation de cet axe de la RN1, les régions du nord au sud du pays.

Intervenant à l'émission "Invité de la rédaction" de la radio Titteri de Médéa, Nadir Brahiti a tenu à tirer la sonnette d'alarme sur certains comportements "très dangereux", émanant de conducteurs inconscients transitant par les deux tunnels qui font la jonction entre Sidi Madani et El Hamdania, observés depuis la mise en service de ce tronçon, le 4 juillet courant. Les équipes de surveillance, affectées au centre de contrôle routier, sis à El Hamdania, ont relevées de

nombreuses infractions au Code de la route et signalées des comportements hautement dangereux pouvant provoquer des accidents dramatiques, a-t-il indiqué, déplorant, par la même occasion, l'inconscience de certains conducteurs, dont l'attitude peut mettre la vie des usagers en danger".

Brahiti cite deux cas flagrant de conduite dangereuses relevés par les caméras de surveillance, le premier montre un conducteur qui effectue une manoeuvre, en marche arrière, de près d'un kilomètre, à l'intérieur d'un des deux tunnels pour réaliser un "selfie", alors qu'un autre conducteur, transportant des bottes de paille s'est carrément arrêté à l'intérieur du tunnel pour s'abriter de la pluie, qui s'est abattue, lundi après-midi, sur la région, a-t-il expliqué.

D'autres comportements périlleux ont été également signalés par ce responsable, notamment la formation de file de voitures, à la sortie des tunnels, sur la bande d'arrêt d'urgence, ajoutant que beaucoup d'usagers et de passagers n'hésitent pas à sortir de leurs véhicules pour prendre des photos ou à contempler le paysage, faisant fi des règles de précaution et de sécurité, a fait remarquer Brahiti. Il a appelé, dans ce contexte, à "la multiplication des actions de sensibilisation des usagers, afin d'éviter d'éventuels accidents de la circulation", en particulier à l'intérieur des deux tunnels, et "l'accompagnement, durant cette période, de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale, pour réunir toutes les conditions de sécurité et de confort aux usagers".

Y. T.

Khenchela

## Projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz



**Une enveloppe financière estimée à 2,2 milliards DA a été allouée dans la wilaya de Khenchela pour la réalisation des projets portant raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel de plusieurs quartiers et groupements d'habitation aussi bien en zones urbaines que rurales, a indiqué mardi le directeur de l'Énergie.**

Ce montant financier a été puisé de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont le budget d'investissement affecté cette année à la wilaya de Khenchela est de l'ordre de 18 milliards DA, a précisé à l'APS Abdelhamid Maâfa.

Le responsable a également révélé qu'un montant financier évalué à 920 millions DA a été consacré par les responsables locaux de ce secteur avec la collaboration des services de la wilaya pour la concrétisation de 96 opérations

concernant l'alimentation en gaz naturel de divers groupements d'habitation, dans le cadre des programmes de développement inscrits au titre de l'exercice 2019, dans le but d'assurer une augmentation en matière de couverture en cette énergie propre.

Les travaux liés à ces projets, a-t-il ajouté, ont été entamés récemment dans la zone de Ferenkal, implantée dans la commune d'El Hamma et au village Ouled Ali Ben Felous relevant de la localité de Bouhmama, en attendant le lancement de projets similaires au profit de 32 autres régions, «au début du mois d'août prochain». Aussi, douze (12) opérations d'approvisionnement en cette énergie de nombreux cités et groupements d'habitation sont en phase d'étude par la commission des marchés, tandis que d'autres procédures administratives relatives à la réalisation de 44 projets, sont en cours, a affirmé le directeur.

S'agissant du volet raccordement au réseau électrique, M. Maâfa a fait savoir qu'une enveloppe financière estimée à 1,1 million DA a été réservée au titre de l'exercice 2019 et est répartie en deux tranches, afin de permettre à la concession de distribution de l'électricité et du

gaz de la wilaya d'assurer le bon déroulement des projets et le respect du cahier des charges conformément aux normes de qualité et de sécurité. Au moins, 133 opérations portant raccordement au réseau électrique seront réalisées au titre de la première tranche de ce programme, ayant nécessité la mise en place d'un budget d'investissement dépassant 500 millions DA, a souligné le responsable, ajoutant qu'une enveloppe financière évaluée à 600 millions DA a été accordée dans le cadre du budget complémentaire de cette année pour la concrétisation actions relevant de la seconde tranche.

D'autres projets visant le raccordement de 20 groupements d'habitation au réseau d'électrification rurale ont été lancés le mois de Ramadhan dernier, a fait savoir le représentant local du secteur de l'énergie, signalant qu'un montant financier estimé à 120 millions DA a été mobilisé pour la réalisation de 25 opérations analogues, dont le lancement des travaux est prévu le début du mois d'août prochain en attendant la finalisation des procédures administratives relatives à la concrétisation de 85 autres projets.

O. L.

Bouira

## Un hectare de blé dur et 100 bottes de foin ravagés par un incendie

■ Un hectares de blé dur ainsi que 100 bottes de foin ont été ravagés par un incendie qui s'est déclaré lundi dans la commune d'Oued El-Bardi (Sud de Bouira), a-t-on appris mardi auprès des services de la protection civile.

L'incendie s'est déclaré lundi à 21h dans un champ de céréales dans la firme agricole Ouled Mohamed Ben Ali à Oued El-Bardi, selon les détails fournis par le chargé de la communication à la direction de la protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef.

«Nos unités sont intervenues sur place et elles ont pu éteindre les flammes, qui ont dévoré un hectare de blé dur ainsi que 100 bottes de foin», a précisé le sous-lieutenant Abdat à l'APS.

Il a ajouté que le feu «aurait ravagé 14 hectares de blé dur n'était l'intervention rapide des sapeurs-pompiers». Par ailleurs, les équipes d'intervention de la protection civile ont pu éteindre un autre incendie qui a endommagé partiellement un appartement à la cité Harkat de la ville de Bouira, dont l'origine du feu est inconnue, a relevé le même officier.

«Il n'y a pas eu de victimes, et les dégâts causés par les flammes étaient minimes grâce à l'intervention de nos équipes qui ont éteint le feu dans un temps record», a-t-il rassuré.

R. B.

Relizane

## Cinq millions de m<sup>3</sup> destinés à l'irrigation des arbres fruitiers

■ Une quantité de 5 millions de mètres cube d'eau a été réservée à l'irrigation des champs d'arbres fruitiers dans la wilaya de Relizane, a-t-on appris lundi des responsables de la direction des Ressources en eau de la wilaya.

Cette quantité, qui sera prélevée du barrage de Saada de Sidi M'hamed Benaouda, sera orientée à l'irrigation des arbres fruitiers dans le cadre de la campagne d'irrigation d'appoint.

Fournie par l'Office d'irrigation et de drainage, cette quantité d'eau est destinée à une surface globale estimée à 6.000 hectares implantée dans le périmètre irrigué «Mina» aux mois de juillet et août, selon la même source.

La comité de wilaya du suivi de la campagne d'irrigation, tenue dimanche, a fixé ce quota d'eau, qui sera distribué aux agriculteurs la semaine prochaine.

La direction des Ressources en eau a appelé les producteurs d'arboriculture fruitière et des agrumes de la région de Mina à se rapprocher de l'Office d'irrigation et de drainage.

La direction des Services agricoles et la chambre d'agriculture ont appelé les agriculteurs à utiliser des systèmes économisant l'eau en vue d'une exploitation optimale et l'amélioration du rendement.

A. B.

Mila

## Une récolte de 4500 quintaux de liège attendue

■ Une récolte de pas moins de 4500 quintaux de liège est attendue cette année dans la wilaya de Mila, a indiqué mardi le conservateur des forêts, Ahmed Cherif Mohamedi.

Ce responsable a révélé que cette production, similaire à celle de l'an dernier, sera réalisée sur une superficie totale de 600 hectares de forêts de chêne liège, rappelant que la wilaya de Mila dispose de 6000 hectares de subéraies, divisés en 10 parcelles égales, étant donné que chaque parcelle ne peut faire l'objet de campagne de démasclage plus d'une fois par décennie (le chêne-liège ayant besoin d'une période de dix ans pour se régénérer).

Depuis le lancement, il y a quelques semaines de la campagne de déliègeage dans la wilaya de Mila, seulement 600 quintaux ont été récoltés, des chiffres qui, selon M. Mohamedi, restent bien «en deçà» de ceux enregistrés l'an dernier à la même période et ce, en raison des fortes chaleurs ayant marqué cette saison estivale.

Il a également affirmé que cette production sera vendue aux enchères, soulignant que la vente de cette matière avait rapporté près de 30 millions de DA au trésor public.

La conservation des forêts de la wilaya de Mila a élaboré un projet jugé ambitieux pour l'année en cours portant sur le reboisement en chêne-liège de 150 hectares de forêts.

M. R.

Tizi-Ouzou

## Près de 6000 arbres fruitiers brûlés depuis juin

Un total de 5.951 arbres fruitiers et de 458 ha de couvert végétal de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été brûlés dans 80 incendies qui se sont déclarés, depuis juin dernier, dans plusieurs localités, a indiqué, mardi dans un communiqué, la direction locale de la protection civile. Selon ce même bilan qui couvre la période allant du 1er juin au 8 juillet en cours, sur les 458 ha de couvert végétal, les flammes ont parcouru 118 ha de forêts, 114,5 ha de maquis et 225,5 ha de broussailles. Ces 80 départs de feu ont également détruit, durant la même période, un total de 42 ha de récoltes et 2967 bottes de foin, a-t-on précisé.

Ce bilan, qui recense seulement les incendies dont la superficie brûlée dépasse un (1) hectare, précise que 41 incendies sur les 80, ont été enregistrés durant le mois de juin. Ils ont parcouru

34,5 ha de forêts, 34,5 ha de maquis, 79,5 ha de broussailles, 02 hectares de récolte et ont détruit 2 627 bottes de foin et 2165 arbres fruitiers.

Du 1er au 8 juillet courant 39 incendies ont été enregistrés et qui ont ravagé 83,5 ha de forêts, 80 ha de maquis, 146,5 ha de broussailles, 40 ha de récoltes, 340 bottes de foin et 3 786 arbres fruitiers, a-t-on précisé.

De lundi à mardi matin, la protection civile a lutté contre 40 autres incendies, principalement des feux de broussailles, dont 11 importants enregistrés dans 9 localités qui sont Tizi-Ouzou, Fréha (village Bouhhalou), Mkira (village Thakidount), Ait Khellili (villages Sahel et Tizi Boumanel), Bounouh (village Ighzer Nchvel), Iflissene (Village Arvi), Aghrib, Makouda (village Tala Bouzrou), Larbaa N'Ath Irathene.

La lutte contre ces feux a nécessité la mobilisation de tous les moyens de la protection civile et de sa colonne mobile, et ceux de la conservation des forêts et des communes, en plus de la contribution des citoyens, a-t-on ajouté.

«Les opérations d'extinctions se sont déroulées dans des conditions difficiles marquées par des vents forts et climats très chaud», a observé la protection civile qui a exhorté les citoyens et particulièrement les riverains des massifs forestiers et des champs d'oliviers à «éviter toute forme d'incinération, nettoiement durant cette campagne de lutte contre les feux de forêts, de procéder à l'enlèvement de tout combustible autour des maisons et à être vigilant en signalant tout départ de feu».

R. T.



Pétrolier iranien saisi

# Rohani dénonce un acte de «piraterie» et avertit Londres

Le président iranien Hassan Rohani a affirmé, hier, que la saisie d'un pétrolier iranien par la Grande-Bretagne au large de Gibraltar était «un acte insensé», soulignant que Londres doit mesurer les «conséquences» de cette décision qu'il a qualifiée de «piraterie», ont rapporté des médias locaux.



**S'**exprimant lors d'un Conseil des ministres, M. Rohani a dénoncé l'arraisonnement du pétrolier iranien *Grâce 1* par la Grande-Bretagne au large de Gibraltar, affirmant que la saisie du supertanker était «un acte insensé», a indiqué l'agence de presse iranienne Irna.

«Nous devons tous faire en sorte d'assurer la pleine sécurité des routes maritimes à l'échelle mondiale», a ajouté le président iranien, soutenant que «le Royaume-Uni avait commis un acte de piraterie au mépris total du droit international de la mer».

Le navire *Grâce 1* a été arraisonné jeudi dernier au large du territoire de Gibraltar, à l'extrême sud de l'Espagne, à la suite d'une opération menée par les forces navales de la Grande-Bretagne.

Selon les autorités de Gibraltar, l'interception du navire a eu lieu dans les eaux territoriales britanniques, mais dans une zone revendiquée par l'Espagne qui considère Gibraltar comme partie intégrante de son territoire.

Les autorités de Gibraltar ont soupçonné que la cargaison était destinée à la Syrie, «en violation» des sanctions de l'Union européenne, alors que Téhéran a

précisé que le navire qui transportait 2 millions de barils n'était pas destiné à acheminer du brut iranien en Syrie.

A ce propos, le président Rohani a averti le Royaume-Uni d'être «l'initiateur de l'insécurité» qui «en verra les conséquences».

Sur un autre plan, le conseiller diplomatique auprès de la présidence française, Emmanuel Bonne, était à Téhéran hier pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 et chercher un moyen d'apaiser les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, ont rapporté des médias locaux. L'émissaire français s'est réuni avec le contre-amiral Ali

Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale. Il doit rencontrer plus tard le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, ont ajouté les mêmes sources.

La mission du conseiller d'Emmanuel Macron est «d'essayer d'ouvrir l'espace de discussion pour éviter une escalade non contrôlée, voire même un accident», a déclaré mardi, le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, alors que l'exacerbation des tensions entre Washington et Téhéran fait craindre un embrasement dans la région du Golfe.

R. I.

Syrie

## Sept enfants trouvent la mort dans l'explosion d'une mine

Au moins sept enfants ont trouvé la mort dans le gouvernorat de Deir Ezzor dans le sud-est de la Syrie, suite à l'explosion d'une mine posée par des groupes terroristes, a rapporté mercredi l'agence syrienne Sana.

Sept enfants ont été victimes d'une explosion de mine installée par des terroristes dans le village de Dablan, dans l'est du gouvernorat de Deir ez-Zor, a précisé la même source.

L'explosion de la mine installée par des terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans le gouvernorat de Deir Ezzor a fait aussi des blessés, a ajouté Sana, sans donner plus de précisions.

Cette tragédie n'est pas unique en son genre. Chassés par l'armée syrienne des localités qu'ils contrôlaient, les terroristes ont installé des engins explosifs, dont un grand nombre dans des immeubles d'habitation. Ces derniers mois, plusieurs civils syriens ont été victimes de ces explosions.

R. I.

Liban

## Hezbollah dénonce des sanctions américaines contre ses députés

Le mouvement libanais Hezbollah a dénoncé mardi l'imposition de sanctions américaines à deux de ses élus, les qualifiant d'«humiliation pour les Libanais».

«Ces sanctions sont une humiliation pour le peuple libanais», a déclaré le député de cette formation, Ali Fayad, cité par une télévision libanaise, appelant le Parlement et le gouvernement libanais à les dénoncer «officiellement».

S'exprimant sur Twitter, le ministre libanais des Finances Ali Hassan Khalil a déploré ces sanctions «injustifiées» contre Amine Cherri et Mohamad Hasan Raad, affirmant que «tous les Libanais, pas seulement le Hezbollah, sont concernés».

La télévision al-Manar a annoncé que le chef du mouvement, Hassan Nasrallah, s'exprimerait vendredi soir.

C'est la première fois que des sanctions visent des élus du Hezbollah, considéré comme une organisation «terroriste» par Washington.

Mohamad Hasan Raad, 64 ans, et Amine Cherri, 62 ans, tous deux membres du Parlement libanais, sont accusés d'«exploiter le système politique et financier» du Liban «au profit du mouvement et de l'Iran», selon un communiqué du ministère américain du Trésor, repris par des médias.

Une troisième personne sanctionnée est le responsable de la sécurité du Hezbollah, Wafiq Safa.

Cette nouvelle action porte à 50 le nombre de personnes et entités relevant du Hezbollah placées sur la liste des sanctions américaines depuis 2017.

R. Y.

Russie

## La question du contrôle des armements ne sera pas abordée à Helsinki

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Ryabkov, a affirmé hier, que la question du contrôle des armements ne sera pas abordée lors de la réunion prévue hier à Helsinki avec son homologue américain, David Hale.

«Il s'agit du premier contact dans ce format. Nous ne traiterons pas de la question du contrôle des armements, il existe un format séparé et adéquat pour cela», a indiqué le diplomate russe.

M. Ryabkov a relevé que la prospection des moyens de développer les relations bilatérales

constituera «le sujet central» des pourparlers avec le responsable américain, outre l'examen de questions régionales et les voies d'approfondissement du dialogue entre les deux pays. Le lancement d'un dialogue stratégique russo-américain sur un large éventail de questions constituera le thème central de la réunion dans la capitale finlandaise du vice-ministre russe avec le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires politiques.

Cette réunion se tient à la veille d'une série de consultations au format élargi sur le sujet de la stabilité stratégique entre la Russie et les

Etats-Unis qui se tiendront du 17 au 18 juillet à Genève.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait indiqué, fin juin au Sommet du G20 à Osaka, que Moscou et Washington avaient chargé leurs ministres respectifs des Affaires étrangères d'engager des consultations sur la question du prolongement du traité de réduction des armes stratégiques «Start», menacé ces derniers mois suite à la suspension par les deux puissances de leur participation au Traité sur les missiles nucléaires à portée courte et intermédiaire «INF».

K. M.

ONU

## La Chine appelle à une norme antiterroriste unifiée

Le représentant permanent de la Chine auprès de l'ONU, Ma Zhaoxu, a déclaré mardi qu'il est important d'adhérer à une norme antiterroriste unifiée.

S'exprimant à l'occasion d'un débat public du Conseil de sécurité, M. Ma Zhaoxu a fait savoir qu'aujourd'hui, le terrorisme et le crime organisé s'alimentent et interagissent réciproquement. «Les organisations terroristes uti-

lisant le crime organisé pour s'autofinancer et le crime organisé évoluant vers l'extrémisme constituent des menaces graves à la paix et à la sécurité dans le monde» a-t-il indiqué.

«Premièrement, il est important d'adhérer à une norme antiterroriste unifiée tout en respectant les responsabilités fondamentales des Etats membres et le rôle central de coordination joué par les Nations unies», a ajouté

l'ambassadeur chinois.

Selon Ma Zhaoxu, le terrorisme est l'ennemi public de l'humanité et la lutte contre le terrorisme doit être menée sans ambiguïté, indiquant qu'elle doit suivre les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies et respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité des territoires des pays concernés.

Des mesures concrètes doivent être prises afin de contrer les

opérations de collusion et d'infiltration mutuelles entre les organisations terroristes et les auteurs du crime organisé, notamment en matière de financement, d'équipement et d'incitation, a-t-il poursuivi.

M. Ma a appelé à une approche globale «pour éradiquer les causes qui alimentent le terrorisme et le crime organisé et les font proliférer».

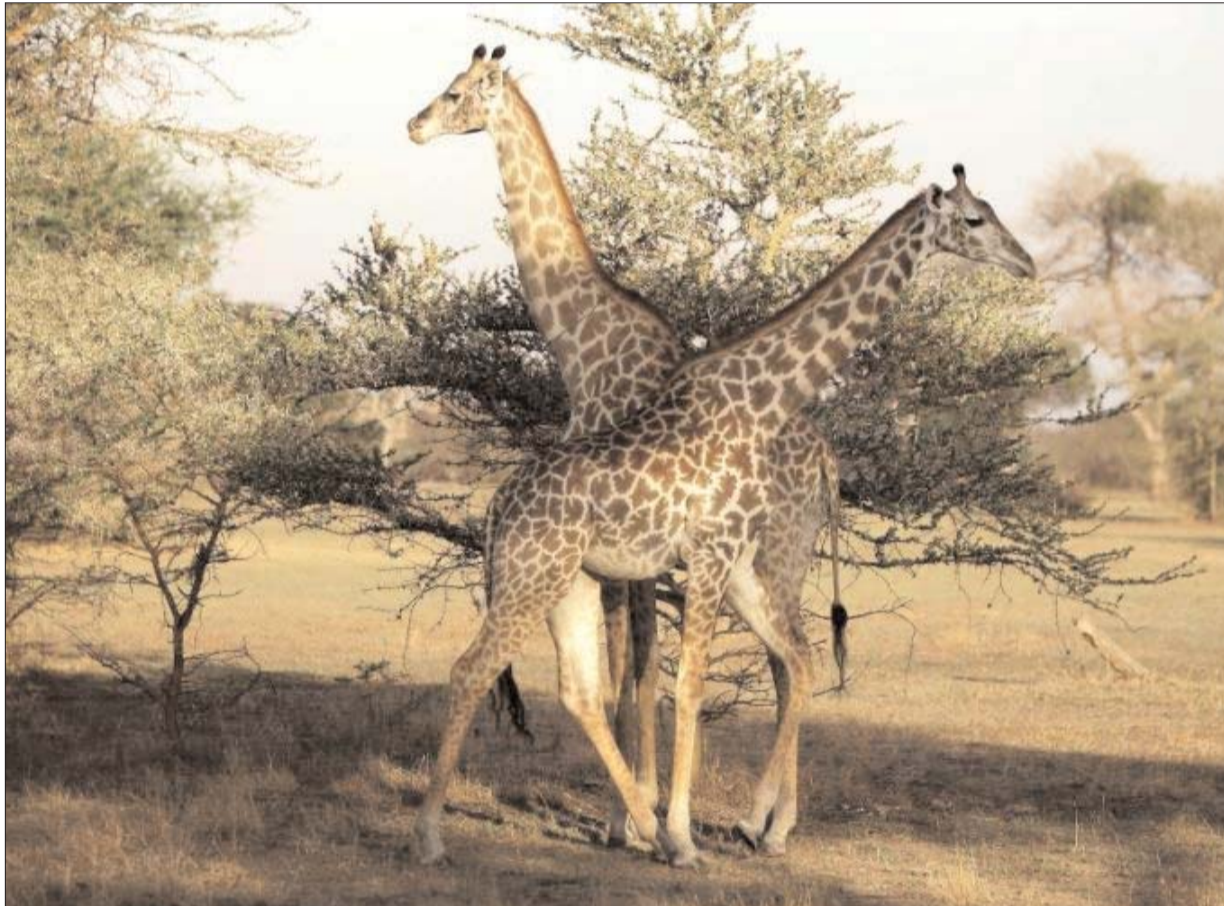
T. K.



Tanzanie

# Magufuli tente de rassurer les écologistes sur le barrage de Selous

**Le président tanzanien John Magufuli a essayé mardi de rassurer les défenseurs de l'environnement en affirmant que le barrage hydroélectrique prévu dans la réserve naturelle de Selous (sud) contribuerait à la protection de l'écosystème.**



**C**e projet, dans l'une des plus grandes réserves d'Afrique, a déclenché de vives critiques de la part des écologistes et de l'Unesco, qui en a plusieurs fois réclamé l'annulation, le jugeant "incompatible" avec le statut de site classé au Patrimoine mondial, de la réserve.

"Je voudrais rassurer tout le monde. Ce projet vise plutôt à promouvoir l'environnement", a pourtant assuré le président Magufuli, arguant qu'avec

l'électricité produite par le barrage, la population locale n'aurait plus besoin de couper du bois dans la forêt pour pouvoir cuisiner.

"De plus, il s'agit seulement d'une toute petite partie de la réserve, soit 3% de la superficie totale de la réserve", a-t-il encore fait valoir, lors de l'inauguration du nouveau parc national de Burigi-Chato, dans le nord-ouest du pays.

"Ceux qui affirment que nous n'aimons pas l'environnement m'étonnent beaucoup", a ajouté le chef de l'État, soulignant qu'un

tiers du territoire tanzanien est constitué de terres protégées.

Dans un pays où l'accès à l'électricité est un des plus limités du continent, en dépit d'énormes potentiels énergétiques, la construction de ce barrage est censée permettre de produire 2.100 mégawatts d'électricité. Dans une lettre adressée l'an passé à M. Magufuli, la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, s'était inquiétée que ce barrage "puisse avoir un impact dévastateur et irréversible sur l'écosys-

tème unique de Selous".

Oublié un temps, ce projet vieux de plus de 50 ans a refait surface après l'élection fin 2015 du président Magufuli, qui entend en faire une des principales réalisations de son mandat.

Le braconnage, l'exploitation minière et le manque de financements sont les autres menaces auxquelles est confronté Selous, qui couvre 50.000 km<sup>2</sup> et abrite une des plus fortes concentrations au monde d'éléphants et de rhinocéros noirs, notamment.

AFP

Selon le gouvernement zambien

# La Zone de libre-échange renforcera le commerce intra-africain

**L**e gouvernement zambien a déclaré mardi que l'entrée en fonctionnement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) renforcera le commerce intra-africain et de l'intégration économique.

Lundi, les dirigeants africains ont lancé la phase opérationnelle de la ZLECA à l'occasion du 12<sup>e</sup> sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Niamey au Niger.

La ZLECA sera régie par cinq instruments opérationnels, à savoir la règle de l'origine, le forum de négociation en ligne, le suivi et l'élimination des barrières non tarifaires, un

système de paiement numérique et l'Observatoire africain du commerce.

Joseph Malanji, ministre zambien des Affaires étrangères, a indiqué dans un communiqué de presse que la décision courageuse prise par l'Afrique d'ouvrir ses marchés devrait également être accompagnée par le programme d'industrialisation du continent.

Toutefois, le ministre zambien a appelé l'UA à se doter d'une "structure solide" pour réduire les chocs économiques qui seront provoqués par l'élimination des droits de douane, selon le communiqué de presse.

"La Zambie est déterminée à s'assurer que la ZLECA soit béné-

fique à tous les pays participants", a-t-il dit.

Pour sa part, Christopher Yaluma, ministre zambien du Commerce et de l'Industrie, a indiqué que l'ouverture du marché en Afrique présentait de "vastes opportunités de transfert de technologies et de création de synergies pour favoriser la croissance économique et le développement".

Il a appelé l'UA à accélérer les travaux dans les domaines restants, comprenant les possibilités d'accès au marché, les négociations sur le commerce des services, la concurrence, l'investissement et la propriété intellectuelle.

R. L.

Cameroun

## Le Parlement salue la solidarité internationale envers la zone anglophone

■ Le président de l'Assemblée nationale du Cameroun, Cavayé Yégué Djibril a salué la solidarité et les efforts de paix dont la communauté internationale a fait preuve vis-à-vis de la partie anglophone du pays.

Au cours d'une session plénière du Parlement mardi, M. Cavayé a salué la présence des partenaires internationaux au côté du gouvernement camerounais dans la restauration de la paix au profit de la population anglophone, évoquant plusieurs délégations étrangères envoyées au Cameroun pour apprécier par elles-mêmes la situation.

Il a également souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et les agences internationales pour assister les déplacés internes fuyant le sécessionnisme armé dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Cette crise socio-sécuritaire a fait plus de 430.000 déplacés internes au Cameroun, selon les Nations Unies. Représentant 20% de la population camerounaise qui est majoritairement francophone, la minorité anglophone s'estime "marginalisée" et "francisée" par le pouvoir central depuis des décennies.

Reda A.

Soudan

## Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme encourage la poursuite du dialogue

■ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) a encouragé mardi la poursuite du dialogue au Soudan entre les représentants du mouvement de contestation et le pouvoir de Khartoum pour résoudre la crise politique qui prévaut dans le pays.

"Nous encourageons toutes les parties au Soudan à continuer de résoudre les problèmes en suspens par le dialogue", a déclaré Andrew Gilmour, sous-secrétaire général aux droits de l'Homme lors d'un débat au Conseil des droits de l'Homme à Genève.

Le HCDH a salué le fait que l'accord conclu la semaine dernière inclut l'engagement "d'une enquête indépendante sur les actes de violence perpétrés contre des manifestants pacifiques".

"Plus de détails sont apparus sur les victimes lors des manifestations de masse qui se sont déroulées dans les villes du Soudan le 30 juin 2019. Il est important que les enquêtes rendent justice à toutes les victimes de ces violences", a souligné M. Gilmour.

Le HCDH espère que le nouvel accord créera "un nouvel élan" pour la protection des droits de l'Homme au Soudan et permettra surtout dans les prochaines semaines aux équipes des droits de l'Homme de l'ONU de pouvoir se rendre au Soudan "afin de poursuivre les discussions sur l'ouverture d'un bureau entièrement mandaté".

R. D.

Sahel

## Aide supplémentaire pour le financement de la force conjointe

■ L'Union européenne apportera une aide de 138 millions d'euros supplémentaires pour le financement de la force conjointe du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), a annoncé mardi à Ouagadougou la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Federica Mogherini.

"L'Union européenne appuiera la Force conjointe, y compris sa composante police, à hauteur de 138 millions d'euros additionnels, en plus de ce que nous avons déjà contribué", a déclaré Mme Mogherini.

"Nous avons décidé de consolider le partenariat sur la base des priorités suivantes: l'appropriation par les cinq pays du G5 Sahel notamment à travers une coordination renforcée par le Secrétariat Permanent, la définition d'un cadre d'action intégré en matière de sécurité et de développement et l'identification de zones prioritaires sur lesquelles seront concentrés les efforts des parties", a-t-elle expliqué.

Les deux parties (UE et G5 Sahel) ont également convenu "d'innover dans les modalités de mise en oeuvre de l'aide, tant dans le domaine de l'appui à la Force conjointe que dans les actions de développement pour répondre rapidement aux attentes de la population", a-t-elle ajouté.

Mme Mogherini s'exprimait à l'issue d'une audience avec le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, aux côtés des ministres des affaires étrangères des pays membres du G5 Sahel réunis à Ouagadougou lors de la 5<sup>ème</sup> réunion interministérielle.

Y. L.

# Trump s'emporte contre l'ambassadeur britannique, "imbécile prétentieux"

**Piqué au vif, Donald Trump s'est déchaîné mardi contre l'ambassadeur britannique à Washington, qualifié d'imbécile prétentieux, alimentant une tempête diplomatique qui occupe désormais une place centrale dans la course à la succession de Theresa May.**

Le président américain avait initialement réagi avec retenue à la publication samedi, dans la presse de câbles diplomatiques qui auraient dû rester secrets et dans lesquels l'ambassadeur, Kim Darroch, dressait le portrait peu flatteur d'un président erratique à la tête d'une Maison-Blanche chaotique.

Mais le milliardaire américain a changé de ton. «L'étrange ambassadeur que le Royaume-Uni a refilé aux Etats-Unis n'est pas une personne qui nous emballe, un type très stupide», a-t-il tweeté, réitérant, par ailleurs, ses attaques contre la Première ministre britannique au moment où le Royaume-Uni se prépare - dans la douleur - à l'après-Brexit.

«J'ai dit à Theresa May comment conclure un accord, mais elle a fait à sa façon ridicule -incapable d'y parvenir. Un désastre!».

Les deux candidats à la succession de Mme May ont réagi très différemment aux propos vengeurs du président américain.

Le ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a vivement dénoncé des propos «irrespectueux et faux».

Boris Johnson, lui, a mis en avant ses «bonnes relations» avec Donald Trump. Interrogé sur les attaques de ce dernier visant Mme May, il s'est montré particulièrement conciliant vis-à-vis du locataire de la Maison-Blanche: «J'ai moi-même fait des déclarations très critiques sur la façon dont les négociations sur le Brexit ont été menées».

Les deux rivaux ont été interrogés sur le sujet lors de leur débat de mardi soir sur la chaîne ITV.

A la question de savoir s'il maintiendrait l'ambassadeur Darroch en poste s'il devenait chef du gouvernement, M. Johnson a esquivé. «Je ne vais pas être assez présomptueux pour penser que je serai dans la position» de prendre une décision à ce sujet, a-t-il dit.

M. Johnson a relevé que M. Trump avait été entraîné dans une controverse politique britannique, et «je ne pense pas que c'était nécessairement une bonne chose à faire



pour lui», a-t-il dit.

«Mais notre relation avec les Etats-Unis a une importance fantastique», a souligné l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui a déclaré avoir «une très bonne relation avec la Maison-Blanche».

## «Chaos et les luttes féroces»

Lundi, M. Trump avait assuré que ses équipes n'auraient «plus de contact» avec le diplomate britannique en poste dans la capitale fédérale américaine depuis janvier 2016.

Le département d'Etat a cependant affirmé mardi n'avoir reçu aucun ordre de ne pas interagir avec l'ambassadeur britannique. «Nous continuerons à travailler avec tous les diplomates accrédités tant que n'aurons pas reçu d'autres instructions de la part de la Maison-Blanche», a déclaré Morgan Ortagus, porte-parole de la diplomatie américaine.

Pour Downing Street, qui a assure que

Kim Darroch avait toujours «le plein soutien de la Première ministre», l'équation est délicate. Si la publication de ces notes confidentielles a placé Mme May dans l'embarras, rappeler immédiatement l'ambassadeur à Londres serait interprété comme un signe de faiblesse face aux coups de menton du tempétueux président américain.

Cette crise diplomatique tombe au plus mal pour le Royaume-Uni : le Brexit est pour l'heure programmé pour le 31 octobre et Londres affiche haut et fort sa volonté de conclure rapidement un accord de libre-échange avec Washington pour compenser sa sortie de l'UE.

Le mois dernier, lors de sa visite d'Etat au Royaume-Uni, le président américain avait fait miroiter la possibilité d'un accord commercial «extraordinaire» avec l'allié britannique, tout en restant évasif sur le calendrier.

Dans les câbles diplomatiques publiés

samedi soir par le Mail on Sunday, l'ambassadeur britannique qualifie notamment le président américain d'«instable» et d'«incompétent». «Nous ne pensons pas vraiment que cette administration va devenir plus normale, moins dysfonctionnelle, moins imprévisible, moins divisée, moins maladroite et inapte diplomatiquement», écrit en particulier Kim Darroch dans un de ses messages.

L'ambassadeur écrit encore que les informations sur «le chaos et les luttes féroces» qui agitent la Maison-Blanche sont «pour la plupart véridiques».

Londres a annoncé l'ouverture d'une enquête pour identifier les responsables de cette fuite, à deux semaines de la désignation, le 23 juillet, du nouveau chef de gouvernement au Royaume-Uni.

AFP

## Des couloirs feutrés de la diplomatie aux scandales d'Internet

La fureur de Donald Trump après la publication de câbles rédigés par l'ambassadeur britannique à Washington illustre la position périlleuse des diplomates, une profession évoquant des usages protocolaires policés, mais devenue potentiellement explosive à l'ère des fuites informatiques.

Le président américain a qualifié mardi, dans un langage peu diplomatique, l'ambassadeur Kim Darroch «d'imbécile prétentieux». Selon les câbles révélés samedi par le Mail on Sunday, l'ambassadeur britannique, bien que représentant un gouvernement courtisant assidument le milliardaire américain afin de préserver la «relation spéciale» entre Washington et Londres, écrivait, notamment que M. Trump était «instable» et «incompétent».

Si les diplomates s'efforcent d'afficher des sourires polis, du tact et une certaine stabilité émotionnelle en représentant leur pays à l'étranger, ils remplissent également une mis-

sion plus discrète: produire des rapports francs et sans fard à leur gouvernement.

L'aperçu le plus sensationnel des dessous du métier a été révélé par la publication en 2010 par le site WikiLeaks de 250.000 télégrammes de diplomates américains, dévoilant leurs avis sur des dirigeants étrangers.

Selon Brett Bruen, un ancien diplomate américain du gouvernement de Barack Obama, ce dernier incident impliquant M. Darroch aura des conséquences sur la façon dont les diplomates opèrent.

«Nous allons voir de plus en plus d'ambassadeurs et de diplomates réserver leurs commentaires critiques aux échanges téléphoniques et aux vidéoconférences. Ces derniers - sur des lignes sécurisées du moins - n'ont pour le moment pas été piratés», explique-t-il.

Pour M. Bruen, qui dirige une société de conseil, Donald Trump s'est retrouvé confronté à la dure

réalité diplomatique, lui qui semblait croire à l'amitié à son égard des Britanniques, qui lui avaient déroulé le tapis rouge lors d'une visite d'Etat le mois dernier.

«Les pays et les ambassadeurs font la plupart du temps les choses qui sont dans leur propre intérêt, et ils vous diront tout ce qu'il est nécessaire de vous dire pour s'assurer de votre confiance et de votre soutien», affirme-t-il.

### L'art des mémos croustillants

Les télégrammes diplomatiques sont un héritage de la diplomatie européenne, du temps où les émissaires voyageant d'une cour royale à l'autre scellaient leurs messages dans des valises diplomatiques.

Ces valises sont toujours protégées par des lois internationales, et les Etats-Unis emploient encore une centaine de coursiers afin de livrer ces données sensibles et top secrètes.

L'invention des câbles sous-

marins a conduit à la création de ces «câbles» diplomatiques. Au sein du département d'Etat américain, comme dans beaucoup de pays, l'écriture de ces messages est peu à peu devenue un art que l'on apprend aux diplomates en herbe, qui savent qu'un mémo croustillant et jugé pertinent peut aider à faire grimper des échelons.

Certains des télégrammes publiés par WikiLeaks ont d'ailleurs suscité des compliments, que leurs auteurs n'attendaient pas, sur leur qualité littéraire. Par exemple celui rédigé par l'adjoint de l'ambassadeur américain à Moscou, qui comparait Dmitri Medvedev, alors président de la Russie, au comparse de Batman, Robin, vis-à-vis de Vladimir Poutine.

Parmi les repréailles les plus lourdes liées au scandale planétaire, l'Equateur - qui a, par la suite, accueilli le fondateur de WikiLeaks Julian Assange - avait expulsé l'ambassadeur américain d'alors à cause de câbles suggérant que le

chef de la police nationale se livrait à des activités illégales.

L'embarras provoqué par ces révélations tonitruantes avait en outre rendu la position de certains diplomates intenable. L'ambassadeur américain au Mexique s'est retiré après la publication de télégrammes où il mettait en doute l'engagement de l'armée pour combattre les cartels de drogue.

L'émissaire américain en Libye a, lui, quitté le pays après des remarques sur l'attirance de Mouammar Kadhafi pour une infirmière ukrainienne «blonde» et «voluptueuse».

La secrétaire d'Etat américaine de l'époque, Hillary Clinton, avait tenté de minimiser les conséquences de ces fuites, qui prennent une toute autre dimension une décennie plus tard pour Donald Trump. «Vous devriez voir ce que nous disons de vous», lui avait, selon elle, confié un dirigeant étranger.

AFP



# Biden, le plus riche des principaux prétendants démocrates à la Maison-Blanche

**L'ancien vice-président américain Joe Biden a dévoilé mardi qu'il avait gagné près de 16 millions de dollars entre 2017 et 2018 après avoir quitté ses fonctions, ce qui en fait le candidat le plus riche des principaux prétendants à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine de 2020.**

**L**e candidat centriste a tiré ses revenus de conférences, de cours donnés à l'université et des recettes tirées de son émouvant livre autobiographique centré sur les derniers mois de son fils, Beau, emporté en 2015 par un cancer (Promise me, dad), précise son équipe de campagne dans un communiqué.

Défenseur déclaré de la «classe moyenne», populaire chez les ouvriers, l'ancien vice-président de Barack Obama «a désormais publié ses déclarations d'impôts des 21 dernières années, plus que tous les autres candidats qui se présentent à la présidentielle», selon le communiqué, qui souligne que le président républicain Donald Trump ne l'a toujours pas fait.

Le magnat de l'immobilier est le premier président américain depuis Richard Nixon à refuser de divulguer sa situation fiscale.

Joe Biden a gagné 11 millions de dollars en 2017, la première année après avoir quitté la vice-présidence, puis 4,5 millions en 2018, selon les déclarations présentées conjointement avec son épouse, Jill.

Ces revenus en font le candidat le plus fortuné parmi les principaux prétendants à la Maison-Blanche.

Sa première poursuivante dans les sondages, Kamala Harris, avait noté près de deux millions de dollars de revenus en 2018 dans sa déclaration conjointe avec son époux, un avocat.

Le sénateur indépendant Bernie

Sanders a lui révélé qu'il était devenu millionnaire après sa tentative ratée de décrocher l'investiture démocrate contre Hillary Clinton. Grâce aux avances et aux royalties perçues pour son ouvrage «Notre révolution» (Our Revolution: A Future To Believe In), traduit en cinq langues, il avait enregistré un bond dans ses revenus conjoints, avec environ un million de dollars gagnés en 2016 puis en 2017.

Un milliardaire a rejoint mardi la grosse vingtaine de candidats à l'investiture démocrate: Tom Steyer a une fortune estimée à 1,6 milliard de dollars par le magazine Forbes. Mais, entré très tard dans la campagne, il ne figure pas encore dans les sondages.

AFP

## De la Rua, le président argentin qui a fui en hélicoptère

■ Fernando de la Rúa, mort mardi à Buenos Aires à 81 ans, reste dans la mémoire des Argentins comme le président qui a dû quitter le palais présidentiel à bord d'un hélicoptère, en pleine crise économique. Cette année-là, des émeutes contre les conséquences sociales de cette crise avaient été réprimées, faisant une trentaine de morts.

En décembre, Fernando de la Rúa démissionna et fut contraint de quitter par voie aérienne la Casa rosada (la Maison rose), assiégée par des milliers de manifestants. Homme discret depuis son départ du pouvoir, sa dernière apparition publique date de novembre dernier, à l'occasion de la soirée de gala que le gouvernement a offerte au Teatro Colon dans le cadre du sommet du G-20.

Membre de l'Union civique radicale (UCR), un parti historique de l'Argentine qui a alterné au pouvoir avec le mouvement péroniste et les régimes militaires, Fernando de la Rúa n'a pas pu terminer son mandat tant le mécontentement était grand contre son gouvernement. Quand il est arrivé à la tête de l'Etat en 1999, les comptes de l'Argentine étaient dans le

rouge. Sa personnalité d'homme austère et sérieux de 62 ans tranchait avec celle de son prédécesseur, Carlos Menem, issu du mouvement péroniste, qui avait procédé à des réformes néolibérales dans les années 1990.

La plus emblématique, en accord avec le FMI, avait été d'instaurer la parité entre le peso argentin et le dollar, une politique coûteuse qui allait conduire l'Argentine au défaut de paiement. Fernando de la Rúa était arrivé au pouvoir à la tête d'une coalition de centre gauche qui se présentait comme «la force morale face à la frivolité et la tromperie».

### Beau-père de Shakira

Le gouvernement De la Rúa a commencé à chanceler en 2000, quand le vice-président Carlos «Chacho» Alvarez a démissionné, à la suite d'un scandale de corruption politique. Le gouvernement a été accusé d'avoir versé des pots-de-vin à des sénateurs de l'opposition pour faire voter une loi en vue de réviser le code du travail. L'ex-président a finalement été innocenté dans cette affaire.

Dans un contexte de récession écono-

mique, de licenciements, de gel des avoirs bancaires en dollars, le défaut de paiement a eu raison du gouvernement De la Rúa, qui s'est considéré victime d'un «coup d'Etat civil», suivi d'une «persécution judiciaire, médiatique et politique».

Son parti, l'UCR, qui ne s'est pas relevé de cette crise politique, est aujourd'hui membre de la coalition gouvernementale du président de centre droit Mauricio Macri.

Marié avec Inès Bertin, issue d'une famille de militaires, cet avocat originaire de la province de Cordoba, dans le centre de l'Argentine, a eu trois enfants: Agustina, Antonio et Fernando. Antonio de la Rúa a entretenu une liaison de plusieurs années avec la chanteuse colombienne Shakira.

Lundi, Fernando de la Rúa avait été hospitalisé dans un état très grave pour «une décompensation cardiaque et rénale» dans une clinique privée de Buenos Aires. En janvier, il avait déjà été opéré pour une anomalie cardiovasculaire, puis il avait été à nouveau hospitalisé en mai en raison d'une complication rénale.

AFP

Italie:

## Fermeture de l'ex-plus grand centre d'accueil de migrants en Europe

■ L'ancien plus grand centre d'accueil de migrants en Europe, situé à Mineo, dans l'est de la Sicile, a officiellement fermé mardi en présence de son plus grand détracteur, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini.

«Le centre ferme et c'est une journée splendide», s'est félicité l'homme fort du gouvernement italien, triomphant. «Nous sommes passés des paroles aux faits!».

«Nous économiserons pas mal d'argent: nous oeuvrons pour trouver un nouvel emploi aux ex-travailleurs du centre, mais la Sicile, Catane et Mineo ne peuvent pas baser leur avenir sur l'immigration», a-t-il dit.

Pour Salvini, l'avenir de l'accueil de migrants est, en outre, «dans les centres plus petits et plus contrôlés».

Il y a une semaine, les derniers htes avaient été transférés du centre de Mineo, près de Catane, vers une autre structure en Calabre.

Mineo avait connu un pic de fréquentation en juillet 2014 avec plus de 4.100 pensionnaires, devenant ainsi le plus grand d'Europe avant que sa population ne diminue.

Postés dans ce carré de désert sicilien sous 40 degrés, des militaires interdisent désormais l'accès des lieux. Des chiens errants le ventre creux, longtemps nourris des restes du camp, leur tiennent compagnie.

Massimiliano Terrasi, un psychologue qui travaillait dans le centre depuis octobre 2011, se sent un peu dépossédé.

«Les attentes étaient très élevées à l'origine du centre et nous y avons grandi professionnellement. C'est une expérience que peu de personnes dans le monde ont pu faire», écrit-il.

«Bien géré, cela aurait pu être une richesse pour le territoire et la compréhension des populations», regrette-t-il, en laissant sortir sa «colère» face à tant d'années de travail brusquement stoppées, sans reconnaissance.

A l'origine, les migrants disposaient d'assistance, de conditions sanitaires normales. Mais lorsque leur nombre a dépassé les 3.000, les choses se sont gâtées.

«Si l'on parle du fonctionnement final du centre, je trouve ça bien qu'il soit fermé. Mais si l'on considère ce qu'il aurait pu être, je trouve ça dommage», résume le psychologue.

### Trop grand, vite dégradé

«Quand le centre est arrivé, j'ai tout de suite pensé que ce n'était pas une bonne chose», critique plus durement Sergio Mastrilli, qui sirote une bière au bar de Mineo, village sicilien typique à proximité.

«Ca n'a pas été un système d'accueil fondé sur l'intégration, mais sur le nombre», note cet étudiant en droit de 25 ans.

«Plus de 4.000 personnes avec 85 ethnies différentes, quand la ville de Mineo compte environ 5.000 habitants, c'était ingérable!», juge-t-il.

Le camp a vu le jour sur une ancienne base militaire logeant les familles des militaires américains en poste sur la base voisine de Sigonella.

L'endroit a des allures de banlieue américaine avec ses 400 petites maisons jaunes et roses alignées. Les Etats-Unis avaient annoncé à la fin 2010 qu'ils résiliaient leur contrat de location.

L'installation du centre dans une telle structure a provoqué l'inquiétude des habitants de la région, voire la jalousie chez les Siciliens dans le besoin.

On a aussi reproché aux étrangers de casser le marché des travailleurs journaliers au moment de la récolte d'oranges, car ils étaient prêts à travailler sans être déclarés pour 10 à 20 euros par jour.

Mais le centre a aussi été une manne en employant jusqu'à 400 salariés locaux. Le nouveau maire de Mineo, Giuseppe Mistretta, a d'ailleurs menacé de démissionner si l'Etat n'aidait pas sa commune à faire la transition. Une cinquantaine d'ex-employés et syndicalistes ont, par ailleurs, manifesté mardi à l'occasion de l'arrivée de M. Salvini avec une banderole proclamant: «les funérailles de Mineo et du Cara (le centre d'accueil) sont célébrées aujourd'hui».

Plusieurs enquêtes judiciaires sont en cours, impliquant notamment l'ancienne maire de Mineo et l'ancien directeur du centre. Les soupçons vont de la corruption dans l'attribution de marchés à la création de faux badges pour gonfler les chiffres car chaque migrant avait droit à une somme journalière fixe de l'Etat.

En janvier, la police a même démantelé une cellule mafieuse nigérienne basée au cœur du centre, gérant un trafic de cocaïne et de marijuana ainsi qu'un réseau de prostitution.

AFP

Frontière des Etats-Unis avec le Mexique

# Les arrestations de migrants baissent en juin

**Le nombre de migrants arrêtés aux Etats-Unis après avoir illégalement franchi la frontière avec le Mexique a baissé de 28% en juin par rapport à mai, a annoncé mardi le ministre américain de la Sécurité intérieure.**

Un peu plus de 104.000 arrestations ont eu lieu le mois dernier, soit 40.000 de moins qu'en mai. Une baisse que le ministère attribue aux «efforts concertés» de l'administration Trump, à ses initiatives auprès du Salvador, du Guatemala et du Honduras, d'où viennent la plupart des migrants, et aux mesures prises par le Mexique.

Mexico a accepté début juin, sous la pression de Washington, de renforcer les contrôles à sa frontière avec le Guatemala, au Sud, et que les demandeurs d'asile soient renvoyés au Mexique le temps que

leur dossier soit traité.

Le Mexique s'est aussi engagé à agir contre les réseaux de passeurs, de transport et de financement de l'immigration clandestine.

La situation à la frontière reste cependant «critique», relève le ministère de la Sécurité intérieure dans un communiqué, rappelant que le nombre d'interpellations en juin était toujours largement supérieur aux chiffres de l'an dernier (43.000), «lorsque que nous faisons déjà face à une crise».

«Nous sommes au-delà du point de rupture et dans une situation d'urgence totale», insiste-t-il.



«Aucun d'entre-nous ne devrait l'accepter». Le département américain de la Sécurité intérieure (DHS) a demandé lundi au Pentagone 1.000 soldats supplémentaires pour l'aider à gérer la crise des migrants au Texas, où les conditions de

rétenion des clandestins ont choqué jusqu'à la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme.

Le DHS est sous le feu des critiques depuis un rapport ministériel remis la semaine passée pointant une «surpopulation dangereuse»

dans de nombreux centres accueillant des migrants clandestins au Texas, majoritairement des Centraméricains fuyant la violence et la misère dans leur pays.

Reda A.

## Colombie

### La Cour suprême ordonne un mandat d'arrêt contre un dirigeant du parti Farc

La Cour suprême de Colombie a ordonné mardi l'arrestation pour trafic de drogue du parlementaire Jesus Santrich, ancien négociateur de la guérilla des Farc, qui a disparu depuis le 30 juin. Dans un communiqué de presse, la Cour suprême indique qu'elle a aussi demandé à l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC, Interpol) sa localisation et son interpellation aux fins d'extradition.

Ancien négociateur de l'accord de paix signé fin 2016 en Colombie par la guérilla, Santrich, 52 ans et malvoyant, est à présent un des dirigeants du parti Force alternative révolutionnaire commune (Farc) créé par l'ancienne guérilla après son désarmement. Il ne s'est pas présenté mardi à une audience judiciaire liée à son inculpation pour trafic de drogue.

H. B.

## Canada

### 46 personnes intoxiquées au monoxyde de carbone dans un motel

Quarante-six personnes séjournant dans un hôtel de Winnipeg, dans le centre du Canada, ont été hospitalisées, dont 15 dans un état critique, après avoir été intoxiquées au monoxyde de carbone, ont annoncé mardi les pompiers canadiens.

«Je ne peux pas faire de pronostic» sur l'évolution de l'état de santé de ces blessés, a déclaré aux médias locaux un porte-parole des pompiers de Winnipeg. L'accident a eu lieu mardi matin au motel Super 8 et 2 clients s'y trouvaient lorsque l'alerte a été donnée, a-t-il indiqué.

Les secours ont relevé des niveaux de monoxyde de carbone de 385 parties par million, alors que ce gaz inodore, provenant d'une combustion incomplète, est dangereux à partir de 10 à 20 parties par million, a précisé la télévision publique CBC.

D. T.

## Médias

### Paris abrite le 5<sup>e</sup> congrès mondial des écoles de journalisme

Le 5<sup>e</sup> congrès mondial des écoles de journalisme s'est ouvert mardi à l'université Paris-Dauphine (France). Les travaux du congrès, qui réunit jusqu'à jeudi 500 enseignants et chercheurs de 70 nationalités, porteront notamment autour de la problématique «Comment peut-on mieux enseigner le journalisme, une profession en pleine «disruption?»». Les participants discuteront des défis «inévitables» qu'affronte le journalisme, comme l'a souligné Pascal Guénée, directeur de l'Institut pratique de journalisme, qui coordonne le congrès, organisé pour la première fois en France.

Dans son discours d'ouverture, la directrice générale de l'Unesco Audrey Azoulay a estimé qu'il est essentiel que la formation des journalistes évolue face aux défis de demain». Les congressistes signeront à la mairie de Paris une mise à jour de la Déclaration universelle des principes du journalisme, présentée à Singapour en 2009. Elle insistera sur la nécessité d'une «liberté absolue de l'enseignement du journalisme» à travers le monde, a souligné Pascal Guénée.

H. M.

## Espagne

### Un Britannique et un Américain blessés lors du lâcher de taureaux

Un Britannique et un Américain ont été blessés mardi lors du lâcher de taureaux des fêtes de la San Fermin à Pampelune en Navarre dans le nord de l'Espagne, ont annoncé les autorités régionales.

Le Britannique, âgé de 49 ans, s'est fracturé la cheville et va devoir être opéré tandis que l'Américain, de 42 ans, s'est blessé à la tête en chutant mais devrait sortir de l'hôpital dans la journée, selon les autorités sanitaires de Navarre. Personne n'a en revanche été encorné contrairement à dimanche lors du pre-

mier lâcher de taureaux de ces fêtes où trois personnes dont deux Américains ont reçu un coup de corne et étaient toujours hospitalisées mardi.

Les fêtes de la San Fermin, immortalisées en 1926 par Ernest Hemingway dans son roman «Le soleil se lève aussi», attirent chaque année du 6 au 14 juillet des centaines de milliers de touristes du monde entier.

Durant une semaine, chaque matin à 8H00 des centaines de personnes en chemise et pantalon blancs avec foulard et ceinture rouges tentent de s'approcher le

plus possible des six taureaux de combat - encadrés de six boeufs accompagnateurs - lors du parcours dans les rues étroites de la ville.

Le parcours s'achève dans les arènes où ces taureaux sont mis à mort dans l'après-midi par les grands noms de la tauromachie.

La course ou «encierro» fait chaque année plusieurs blessés. Au moins 16 coureurs y sont morts depuis 1911 dont le dernier en 2009. En 2018, 42 coureurs avaient été blessés dont deux encornés.

R. K.

## Indonésie

### 210 tonnes de déchets seront renvoyées à l'Australie

Deux cents dix (210) tonnes de déchets non conformes seront renvoyées de l'Indonésie à l'Australie, leur pays d'origine, ont annoncé mardi les autorités indonésiennes.

Huit conteneurs, qui devaient selon leur documentation ne contenir que des papiers recyclables, ont été saisis à Surabaya, la deuxième ville du pays.

Les autorités indonésiennes y ont trouvé des bouteilles en plastique, des emballages, des couches usagées, des déchets électroniques et des canettes, a

indiqué mardi un porte-parole du service des douanes de Java orientale.

Après cette inspection, le ministère de l'Environnement a recommandé que ces «déchets soient réexportés», selon un communiqué.

Cette décision «a été prise pour protéger la population et l'environnement d'Indonésie, notamment la région de Java orientale» contre les déchets toxiques et dangereux, explique le ministère.

La compagnie exportatrice des déchets est la société austra-

lienne Oceanic Multitrading en collaboration avec la société indonésienne MDI qui fabrique du papier et carton recyclés, selon les autorités.

Mi-juin, Jakarta avait déjà renvoyé cinq conteneurs de déchets aux Etats-Unis, se joignant ainsi à plusieurs pays d'Asie du Sud-Est mécontents de servir de dépotoir à l'Occident. 49 autres conteneurs sont en attente dans l'île indonésienne de Batam et doivent être réexpédiés vers les Etats-Unis, l'Australie, de France, l'Allemagne et Hong Kong.

R. I.

Diabète

# L'inertie thérapeutique joue un "rôle majeur" dans l'échec thérapeutique des patients

L'inertie thérapeutique semble jouer un "rôle majeur" dans l'échec thérapeutique des patients diabétiques, révèle une enquête nationale sur la prise en charge des personnes diabétiques qui recommande la lutte contre ce phénomène et le développement de l'éducation thérapeutique des patients.



**S**elon cette enquête réalisée dans le cadre du projet Baromètre entre 2013 et 2017, ces deux aspects "doivent constituer un souci permanent de tous les professionnels de santé et être envisagés à tout âge et à n'importe quel stade de la maladie".

Les auteurs de cette enquête ont plaidé également pour la disponibilité et le remboursement des nouvelles molécules hypoglycémiantes reconnues comme traitement majeur dans la prise en charge personnalisée du diabète par les sociétés savantes.

"L'inertie thérapeutique s'explique par la négligence observée dans le contrôle de la maladie que ce soit par les médecins traitants ou par les malades eux-mêmes", a déclaré à l'APS, le Pr Mourad Semrouni, président de la société algérienne de diabétologie, qui a participé à l'enquête.

Face au diabète, a-t-il poursuivi, "les patients sont trop souvent négligents, mais aussi les médecins qui ne doivent plus se contenter de renouveler les prescriptions médicales".

"Les médecins doivent opter pour un traitement personnalisé. Ce traitement doit être

revu et adapté à chaque fois", a-t-il plaidé.

Les résultats de cette enquête qui concernent 14 609 patients atteints d'un diabète de type 2 (DT2) et répartis entre 23 centres du Baromètre, montrent une nette prédominance féminine (61%) et un problème de surcharge pondérale chez 41,2% des patients.

L'enquête révèle également que 63% des patients ont des antécédents familiaux de diabète, 36,1% ont des antécédents de maladies cardiovasculaires et 80% de ces malades présentent une hypertension artérielle (HTA) élevée et/ou une HTA connue.

Près des 2/3 de la population (64,6%) présentent un déséquilibre glycémique, alors que plus de 90% des patients chez lesquels un bilan lipidique a été pratiqué ont présenté un bilan perturbé, souligne l'enquête qui précise que 40% des patients n'ont aucun bilan lipidique.

Seuls 52,9% des patients ont une activité physique modérée qui se résume à la marche, selon cette enquête qui révèle également un tabagisme actif chez 5,6% des patients.

L'enquête montre, par ailleurs, que le traitement est majoritairement à base d'antidia-

bétiques oraux (ADO). Les ADO ont été prescrits chez 85,4% des patients.

Les auteurs de cette enquête lancée dans l'objectif d'évaluer et de comparer la qualité de la prise en charge du diabète par un ensemble d'indicateurs de performance standardisés tels que définis par la Fédération internationale du diabète (FID), ont conclu que le suivi diabétologique "ne répond pas aux critères internationaux".

Ils ont regretté, à ce titre, l'absence ou le non remboursement des nouvelles molécules neutres sur la prise de poids ou permettant une perte de poids, estimant que cette situation "constitue un frein à l'amélioration de l'équilibre glycémique".

Pour les professionnels de la santé, l'accroissement rapide de la prévalence de l'obésité au sein de la population constitue "une urgence de santé publique" qui doit bénéficier de mesures gouvernementales rapides.

L'enquête réalisée pour le compte du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière visait à étudier le lien entre la qualité de la prise en charge du diabète, la fréquence et la progression des complications micro et macrovasculaires, détermi-

ner les facteurs favorisant l'amélioration de la qualité de vie des patients diabétiques, mais aussi pour évaluer l'impact de l'éducation thérapeutique. R. S.

Hadj 2019

## Huit tonnes de différents types de médicaments au profit des hadjis algériens

■ Un total de 8 tonnes de différents types de médicaments nécessaires aux hadjis qui se rendront aux Lieux Saints de l'Islam ont été mise à la disposition de la Mission algérienne du Hadj, a-t-on appris, lundi, auprès du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. La quantité de médicaments affectée par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), a été expédiée vers les centres déterminés à cet effet, en vue de prendre en charge les hadjis lors de l'accomplissement des rites du Hadj, a précisé la même source. Le chef de la mission médicale qui accompagnera les hadjis dans les Lieux Saints de l'Islam, le Dr Mahmoud Dahmane, est présent sur les Lieux Saints pour veiller à la mise en place des mesures nécessaires relatives au stockage des médicaments et à la répartition des membres de la mission médicale avant l'arrivée du premier vol au départ de l'aéroport Houari Boumediene, prévu le 15 juillet prochain. Les 115 membres composant la mission médicale algérienne bénéficieront d'orientations religieuses dans les Lieux Saints de l'Islam, qui seront données par des cadres du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. La mission médicale procèdera également à la vérification des repas distribués aux hadjis dans les Lieux Saints. A rappeler que la mission avait effectué, durant la saison du Hadj 2018, "près de 29 500 examens médicaux, toutes spécialités confondues, dont 760 examens dans les résidences, 8 083 soins, 145 cas hospitalisés dans les hôpitaux saoudiens et 27 dans les centres de la mission. K. L.

Constantine

## 300 chercheurs renforceront incessamment le secteur de la recherche

**L**e secteur de la recherche scientifique de la wilaya de Constantine sera renforcé "incessamment" par 300 chercheurs dans diverses spécialités, notamment en mécanique et en pharmacie, a annoncé, lundi à Constantine, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid.

"Ces chercheurs qui intégreront le monde de la recherche scientifique de la wilaya de Constantine dans le cadre du pôle d'excellence de la recherche scientifique et du développement

technologique comprenant 17 structures de recherche entre centres, incubateurs et plateformes seront appuyés par 300 collaborateurs dont des ingénieurs et techniciens", a précisé le ministre dans un point de presse à l'issue d'une visite de travail dans cette wilaya.

Il a dans ce contexte ajouté que "les structures de recherche scientifique de Constantine devront capter également des chercheurs et étudiants étrangers permettant une meilleure interactivité et échange avec le monde extérieur", mettant l'accent sur

l'importance de ce pôle d'excellence de la recherche scientifique avec ses deux centres de recherche pilote en mécanique et en pharmacie dans la promotion de la recherche scientifique dans le pays.

"L'Etat à travers ce genre d'infrastructures oeuvre à revaloriser le produit de la recherche scientifique en leur accordant davantage de visibilité à l'international", a encore souligné le ministre, rappelant que la législation relative à la recherche scientifique a "considérablement" contribué à l'élan de ce domaine indispensable au

développement du pays.

A ce titre le ministre qui a déclaré que l'Algérie continue d'enregistrer des prouesses en matière de recherche scientifiques académiques (3 professeurs de Sidi Bel Abbès ont été classés ce mois parmi les 500 premiers en mathématiques à l'échelle mondiale), a cependant fait part "d'un déficit en matière d'agences d'habilitation et d'accréditation".

Il a relevé que ce déficit fait que "les recherches scientifiques réalisées demeurent au stade académique". M. Bouzid, soulignant

que le dossier de la recherche scientifique se trouve actuellement sur la table du Gouvernement qui devra prendre au titre du prochain Conseil des ministres "des décisions au profit de ce domaine", a précisé que "le secteur de la Défense nationale collabore et fait confiance au produit de la recherche scientifique des universités".

Le ministre a aussi relevé l'importance d'activer le Haut conseil de la recherche et de la technologie pour "établir la politique générale de la recherche scientifique". L. O.

## PAROLES DE FEMMES

«Il y a plus d'une sagesse, et toutes sont nécessaires au monde ; il n'est pas mauvais qu'elles alternent».

Marguerite Yourcenar

# FEMMES

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## ILS ONT DIT :

«La connaissance parle, mais la sagesse écoute.»

Jimi Hendrix

## MELANIA TRUMP A FAIT INSTALLER UNE «GLAM ROOM» À LA MAISON-BLANCHE

*Au fil de mois, Melania Trump continue d'intriguer ses admirateurs avec ses petites manies. Pour se sentir à l'aise dans la résidence du président des Etats-Unis, elle a fait quelques rénovations comme l'installation d'une pièce destinée à la mise en beauté.*

Lors de son arrivée à la Maison-Blanche, Melania Trump a fait de nombreux travaux. Des rénovations nécessaires pour se sentir bien dans cet endroit. L'épouse de Donald Trump a fait aménager une pièce un peu spéciale, appelée "glam room". Il s'agit d'un lieu consacré à la beauté pour parfaire son image de Première dame. Et pour réaliser une décoration sur mesure, elle a fait appel à Tham Kannalikhham, un designer New Yorkaise qui a officié pour Ralph Lauren Home. D'après le magazine W, la Maison-Blanche disposait déjà une pièce similaire nommée "Cosmetology Room", pour les First Ladies. Mais Melania Trump a préféré s'en créer une bien à elle...

La maquilleuse de Melania Trump, Nicole Bryl, a fait quelques révélations sur le sujet dans les colonnes de Vanity Fair. Selon elle, la Première dame a confié qu'elle souhaitait une pièce avec "l'installation lumière la plus parfaite afin de rendre notre travail d'équipe créatif le plus efficace, puisqu'une lumière est en mesure de sublimer ou de faire échouer un maquillage."

Chaque jour, Melania Trump a un vrai rituel de mise en beauté et passe visiblement beaucoup de temps à se faire chouchouter. D'après Nicole Bryl, elle met plus de 75 min pour se maquiller. Un laps de temps nécessaire selon ses dires. "Chaque séance de maquillage prend une heure et quinze minutes de mise au point ininterrompue. Si vous voulez que le look soit impeccable et qu'il dure toute la journée, vous devez même prendre un petit peu plus de temps pour y parvenir", a-t-elle révélé au magazine W. La beauté n'a pas de limite !

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE TAMANRASSET  
MATENATALET B.P N°45 TAMANRASSET  
NIF : 4080.150.000.110.70

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 29/DTP/WT/2019, paru sur les quotidiens nationaux "ELMEGHRIB ALAWSET" en date du : 11/06/2019 et "les DEBATS" en date du 12/06/2019, relatif à la :

Réalisation des voiries urbaines cite 05 juillet-tinzaouatine.

Entreprise retenue	Note Tech	Montant de l'offre avant correction en TTC	Montant de l'offre après correction en TTC	Délai de réalisation	OBS
Hamdi Mouhammed 197901120043833	64.12	110.086.900.00 DA	110.086.900.00 DA	06 mois	Offre unique

Qu'à l'issue de l'analyse des offres il a été décidé l'attribution provisoire du projet comme suit :

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire leur recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de publication du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les entreprises intéressées sont invitées de rapprocher à la direction des travaux publics de la wilaya de Tamanrasset, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières au plus tard trois (03) jours à compter de premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

ANEP 1916015384 - Les Débats N° 2561 - Jeudi 11 juillet 2019



**Les DÉBATS**

Quotidien national  
d'information

Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



# SPORTS

CAN-2019 (Quarts de finale) Algérie - Côte d'Ivoire

## Gagner pour espérer encore

Il entre en vigueur lors des quarts de finale

### Les arbitres prêts pour la VAR

■ Les arbitres sont prêts à utiliser l'assistance vidéo (VAR) dès les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN2019 qui débute mercredi, a indiqué la Confédération africaine de football. Le directeur technique de l'IFAB, David Elleray, qui a supervisé les séances d'entraînement VAR au stade de l'Académie militaire au Caire, a salué la décision de mettre en place le système pour le reste de la compétition. «La CAF est sensée d'introduire la VAR lors des quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2019. C'est une étape cruciale de la compétition et il y a des matchs clés. Il est préférable d'avoir une prise de décision de qualité et la VAR y contribuera», a déclaré Elleray à cafonline.com. «Nous y travaillons depuis avril 2018. Cela a été un processus et avec le soutien des instructeurs de la CAF. Jusqu'ici, nous sommes satisfaits des préparatifs et nous nous entraînons tous les jours pour nous améliorer.» Parallèlement, deux arbitres européens ont été invités à soutenir le système VAR sur la base de leur expérience et de leur connaissance de ce dernier. Il s'agit de Paulinus Van Boekel (Pays-Bas) et de Benoit Millot (France). Le but de la VAR est de réduire les injustices causées par des «erreurs évidentes» ou des «sérieux incidents manqués», sera applicable à partir des quarts de finale, avec l'autorisation de l'International Football Association Board (IFAB) et de la FIFA, instance dirigeante. Depuis le début du tournoi, il y a eu des simulations de tests de VAR lors des matches sélectionnés, ce qui a permis aux arbitres de se familiariser avec le système, ce qui devrait renforcer leurs capacités lors de la plus importante compétition continentale. Ce sera la première fois que la CAF appliquera la VAR lors d'un grand championnat, après une simulation lors du Championnat d'Afrique des Nations au Maroc en 2018.

### Tunisie

### Le gardien Hassen présente ses excuses

■ Le gardien de la Tunisie Mouez Hassen, qui avait affiché lundi soir sa colère après son remplacement par Farouk Ben Mustapha lors des tirs au but de la rencontre Tunisie-Ghana (1-1, 5-4 tab) en huitième de finale de la CAN-2019, a présenté mardi ses excuses. «Je tiens à revenir sur l'incident d'hier et je commencerai tout d'abord par présenter mes excuses à mon coach, mes coéquipiers ainsi qu'à tous les supporters de l'équipe nationale», a écrit Mouez Hassen sur son compte Facebook dans la soirée du mardi. «La pression de la partie ainsi que mon enthousiasme à jouer pour mon drapeau ont été les raisons de ma réaction regrettable au cours du match contre le Ghana. Ceux qui me connaissent savent que j'ai toujours fait preuve de professionnalisme, de patriotisme et d'un fort sentiment d'appartenance à mon équipe nationale», a tenu à préciser le gardien de 24 ans. «Je tiens à réitérer mes excuses à tous et je compte sur la compréhension du staff, de mes coéquipiers ainsi que des supporters et je m'engage à avoir une attitude positive et un esprit de cohésion pour le reste de mon parcours parmi les Aigles de Carthage dont c'est une fierté d'en faire partie», a ajouté Mouez Hassen.



Ayant réussi à forcer le respect durant la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte, la sélection algérienne de football aura à cœur de poursuivre sa belle aventure, à l'occasion de son match face à la Côte d'Ivoire, jeudi à Suez (17h00 algériennes) dans le cadre des quarts de finale. Considérée désormais comme l'un des favoris en puissance pour succéder au Cameroun, éliminé en 1/8 de finale, l'Algérie passera un véritable test révélateur et doit confirmer son bilan impressionnant réalisé jusque-là avec, à la clé, quatre victoires en autant de matchs au cours desquels elle a marqué 9 buts sans en encaisser un seul. Qualifiés à ce stade de la compétition en balayant la Guinée (3-0), les «Verts» affronteront un adversaire beaucoup plus coriace qui est en train de monter en puissance, d'où la vigilance qui doit être de mise. Les «Eléphants», vainqueurs de l'épreuve en 1992 et 2015, se sont qualifiés eux aux dépens du Mali (1-0). Chez les joueurs, la détermination et l'envie de continuer le par-

cours sont palpables. L'excellent état d'esprit régnant au sein du groupe depuis le début de la compétition pourrait être déterminant dans l'optique de passer ce nouveau cap et rejoindre le dernier carré, ce qui n'était plus arrivé depuis la CAN-2010 en Angola.

#### Jouer avec le «cœur»

Algérie et Côte d'Ivoire s'étaient déjà rencontrées en quarts de finale d'une phase finale de la CAN. En 2010, les «Verts» avaient renversé les Ivoiriens (3-2 après prolongations) en Angola pour se qualifier au dernier carré. Cinq ans plus tard, la Côte d'Ivoire avait eu sa revanche, dominant l'Algérie (3-1) lors de l'édition disputée en Guinée-équatoriale. «Nous devons être bien concentrés et à 100% de nos moyens pour espérer réaliser quelque chose. Face à la Côte d'Ivoire, nous allons jouer avec notre cœur pour arracher la qualification», a indiqué Ramy Bensebaïni, reconverti au poste de latéral gauche en l'absence de Faouzi Ghoulam, mardi au cours d'une zone mixte organisée avec la presse. Pour espérer mettre en état de nuire l'attaque ivoirienne menée par

Wilfried Zaha, auteur du but qualificatif face aux Maliens, la défense algérienne doit absolument réaliser le match parfait et surtout confirmer son rang de secteur le plus imperméable du tournoi. L'équipe ivoirienne n'est pas en reste, puisqu'elle a encaissé deux buts seulement en quatre matchs. Sur le plan de l'effectif, et hormis l'éventuelle défection du gardien de but remplaçant Alexandre Oukidja, souffrant de douleurs au dos, tous les joueurs sont prêts pour ce choc. Le coach national Djamel Belmadi devrait reconduire, sauf forfait de dernière minute, son Onze type aligné face à la Guinée, en présence notamment du trio offensif composé de Belaïli, Mahrez et Bounedjah. En cas de qualification, l'Algérie affrontera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart entre le Nigeria et l'Afrique du Sud, dimanche au stade international du Caire (20h00 algériennes). Cette rencontre sera dirigée par l'arbitre éthiopien Tessema Wayesa (39 ans), assisté de Mohamed Ibrahim (Soudan) et d'Olivier Safari (RD Congo).

Imad M.

## 8<sup>e</sup> face-à-face algéro-ivoirien en phases finales

Les sélections algérienne et ivoirienne de football vont s'affronter jeudi à Suez (17h00) en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations-2019, pour la 8e fois en phases finales de l'épreuve continentale, soit 51 ans après leur première confrontation disputée à la CAN-1968 en Ethiopie (victoire ivoirienne 3-0). Algériens et Ivoiriens se connaissent fort bien pour s'être rencontrés au total à 21 reprises dont 15 à caractère officiel, avec un bilan très équilibré: 7 victoires, 7 nuls et 7 défaites (25 buts inscrits et 25 buts encaissés) pour chaque sélection. Si les «Verts» ont affiché leur supériorité dans les matchs amicaux (3 v - 3 n - 0 d), les Ivoiriens, eux, ont été meilleurs dans les rencontres officielles avec un bilan positif (7 v - 4 n - 4 d). Il faut remonter aux Jeux africains-1965 à Brazzaville pour voir les deux équipes entamer, entre elles, leurs premiers matchs, d'abord en phase de poules (victoire de la Côte d'Ivoire 1-0) puis en finale remportée également par les «Eléphants» (2-0). En phases finales de la CAN, les Ivoiriens possèdent également l'avantage avec 3 succès, 2 nuls et 2 défaites en 7 confrontations. La dernière confrontation en phases finales avait eu lieu lors des quarts de la CAN-2015 en Guinée-équatoriale, remportée par les Ivoiriens (3-1). L'Algérie et la Côte d'Ivoire se sont qualifiées pour les quarts de finale aux dépens respectivement de la Guinée (3-0) et du Mali (1-0). Chez les buteurs, c'est Djamel Menad qui a inscrit le plus de buts contre les Ivoiriens (3), suivi de Belloumi, Amani, Meçabih, Saïb et Soudani (2 pour chacun).

Les 10 derniers matchs de l'Algérie avant d'affronter la Côte d'Ivoire  
**7 juillet 2019 au Caire (CAN-2019/8es de finale):**  
 Algérie - Guinée 3-0  
 Buts : Belaïli (34e), Mahrez (57e), Ounas (82e)  
**1<sup>er</sup> juillet 2019 au Caire (CAN-2019/phase finale):**

Algérie - Tanzanie 3-0  
 Buts : Slimani (35e), Ounas (39e, 45e+1)  
**27 juin 2019 au Caire (CAN-2019/phase finale):**  
 Algérie - Sénégal 1-0  
 Buts : Belaïli (49e)  
**23 juin 2019 au Caire (CAN-2019/phase finale):**  
 Algérie - Kenya 2-0  
 Buts : Bounedjah (34e s.pen), Mahrez (43e)  
**16 juin 2019 à Doha (amical):**  
 Algérie - Mali 3-2  
 Buts : Bounedjah (40e), Belaïli (75e s.pen), Delort (81e)  
**11 juin 2019 à Doha (amical):**  
 Algérie - Burundi 1-1  
 But : Bounedjah (68e)  
**26 mars 2019 à Blida (amical):**  
 Algérie - Tunisie 1-0  
 But: Bounedjah (69e s.pen)  
**22 mars 2019 à Blida (CAN-2019/qualifications):**  
 Algérie - Gambie 1-1  
 But: Mehdi Abeid (42e)  
**18 novembre 2018 à Lomé (CAN-2019/qualifications):**  
 Togo - Algérie 1-4  
 Buts: Mahrez (13e, 30e), Atal (28e), Bounedjah (90e+2)  
**16 octobre 2018 à Cotonou (CAN-2019/qualifications):**  
 Bénin - Algérie 1-0  
 Bilan en 10 matchs : 7 victoires, 2 nuls, 1 défaite  
 Buts marqués : 19 / Buts encaissés : 6  
 Buteurs : Bounedjah (5), Mahrez (4), Belaïli (3), Ounas (3), Atal (1), Abeid (1), Delort (1), Slimani (1).





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 31 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 30 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 16 °C  
Max 33 °C

http://www.lesdebats.com

Etats-Unis

## Démission de l'ambassadeur du Royaume-Uni

L'ambassadeur du Royaume-Uni aux Etats-Unis, Kim Darroch, a démissionné hier, après la controverse avec le président américain, Donald Trump, à la suite de publication dans la presse de fuites de mémos diplomatiques au contenu jugé négatif à l'égard de Trump.

Simon McDonald, chef des services diplomatiques britanniques, a accepté cette démission, ont rapporté des médias locaux.

«Depuis la fuite de documents officiels provenant de cette ambassade, il y a eu beaucoup de spéculations sur mon poste et la durée de mon mandat d'ambassadeur. Je veux mettre fin à cette spéculation. La situation actuelle m'empêche de remplir mon rôle comme je le souhaiterais», a-t-il expliqué dans une lettre adressée à Simon McDonald. Après les fuites dans la presse, Donald Trump avait assuré qu'il n'aurait plus «aucun contact» avec Kim Darroch. «Dans ces circonstances, la voie responsable à suivre est de permettre la nomination d'un nouvel ambassadeur», a écrit le diplomate. La Première ministre britannique, Theresa May, a déploré la décision du diplomate. «C'est très regrettable qu'il ait jugé nécessaire de quitter son poste d'ambassadeur à Washington», a-t-elle déclaré hier, lors de la séance hebdomadaire de questions au Parlement. «Un bon gouvernement dépend de la capacité des fonctionnaires à donner des conseils francs et complets. Je veux que tous nos fonctionnaires aient la confiance nécessaire pour le faire», a-t-elle poursuivi. Londres a ouvert une enquête pour trouver le ou les responsables ayant permis la publication par le *Mail on Sunday* de rapports confidentiels transmis par Kim Darroch, dans lesquels il qualifiait le locataire de la Maison-Blanche d'«instable» et d'«incompétent». Le diplomate à la longue carrière avait aussi décrit l'administration américaine comme «unique dans son dysfonctionnement».

R. I.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

## LES PARKINGUEURS SONT DE RETOUR



## Match Algérie-Côte d'Ivoire

### Plus de 1 000 supporters feront le voyage d'Alger



Plus de 1 000 supporters algériens feront le voyage jeudi à Suez (Egypte) à partir d'Alger pour encourager l'Equipe nationale de football contre la Côte d'Ivoire le même jour en 1/4 de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 (CAN 2019), a-t-on appris hier, de Touring Voyages Algérie (TVA), chargé de l'organisation de cette opération.

«En une journée (mardi, Ndlr), nous avons reçu 1 150 passeports. Sur instruction du Premier ministre, le nombre a été augmenté à deux reprises. Il y aura au total six vols, quatre d'Air Algérie et deux autres de Tassili Airlines», a indiqué le directeur général de TVA, Tahar Sahri, à l'APS.

Les autorités algériennes ont décidé de mettre en place un pont aérien pour assurer «un meilleur soutien à la sélection nationale», déjà encouragée par un nombre important de supporters en terre égyptienne. Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) avait annoncé un premier quota de 450 places, pulvérisé en à peine 2 heures. Même les 350 places supplémentaires assurées par les autorités algériennes n'ont pas suffi et il a fallu donc un troisième quota pour satisfaire un tant soit peu la forte demande des «irréductibles» de la sélection algérienne.

«Nous avons dépassé largement l'offre. Nous avons travaillé toute la nuit de mardi à mercredi, avec l'aide de

l'ambassade d'Egypte à Alger. Mais jusqu'à maintenant (hier midi, Ndlr), nous n'avons encore récupéré aucun passeport de l'ambassade», a fait savoir Tahar Sahri. La formule retenue, qui comprend le transport par avion charter, le transfert par bus vers le stade ainsi que le ticket d'accès à la rencontre, coûte 35 000 DA par personne, «un prix rendu possible grâce au concours des pouvoirs publics et de certains sponsors», selon le MJS.

D'après les explications de M. Sahri, les supporters embarqueront jeudi à 2h du matin et devraient atterrir vers 6h à l'aéroport international du Caire. Des bus seront ensuite mis à leur disposition pour rallier la ville de Suez, où se déroulera la rencontre dont le coup d'envoi est prévu à 17h algériennes (18h locales). Le retour en Algérie se fera après le match, vers 00h.

A noter que l'ambassadeur d'Algérie en Egypte, Nadir Larbaoui, a rencontré lundi le gouverneur de la ville de Suez, Abdelmadjid Sakr, pour aborder les préparatifs relatifs à ce match et à l'accueil de la délégation algérienne et de ses supporters.

T. K.

## ACTU...

Annaba

### Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

La brigade de lutte contre le trafic de drogue de la Sûreté de Annaba a réussi à démanteler un réseau de trafic de drogue et procédé à la saisie de 28,4 kg de kif traité au chef-lieu de wilaya à la faveur d'une opération de police ciblée, a rapporté hier, la cellule de communication de ce corps de sécurité. L'opération s'est soldée par l'arrestation de trois personnes impliquées dans cette affaire à la cité du 5 Juillet, dans la plaine ouest de la ville de Annaba, au moment où les membres de ce réseau s'apprêtaient à transférer cette quantité de drogue vers une autre destination, a précisé la même source. La brigade de lutte contre le trafic de drogue a également saisi, dans le cadre de cette opération, un montant s'élevant à plus de 1 million de dinars qui était en possession de ces trafiquants, en plus de matériel utilisé pour préparer le kif traité et des équipements de communication par satellite et des GPS.

Les mis en cause, âgés entre 21 et 51 ans, devaient être présentés aujourd'hui devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba pour association de malfaiteurs et trafic de drogue.

T. D.

Wilaya d'Alger

### Quatre blessés dans une collision entre un bus et un semi-remorque

Quatre personnes ont été blessées dans une collision entre un bus de transport des voyageurs et un semi-remorque, survenue aux Eucalyptus à Alger, a-t-on appris auprès d'une source de la Protection civile. Le lieutenant Khaled Benkhalfallah, chargé de l'information à la Protection civile, a précisé dans une déclaration à l'APS, que le bus de transport des voyageurs desservant la ligne Boumaâti-Eucalyptus est entré en collision avec un camion semi-remorque, à 11h45 hier matin, plus exactement près de l'hôtel Al Andalous, faisant quatre blessés (deux hommes et deux femmes). Les blessés ont été évacués par les services de la Protection civile vers l'hôpital Salim Zmirli d'El Harrach, conclut la même source.

R. L.

Libye

## Une cache de missiles français découverte par les forces du GNA

Les forces du gouvernement d'union nationale en Libye (GNA) ont annoncé avoir découvert une cache de quatre missiles antichars appartenant à la France, dans une base des troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, à Gharian (ouest), alors que la défense française assure que ces armes «hors usages» étaient destinées à «l'autoprotection et à des fins de contre-terrorisme», ont rapporté hier, des médias locaux.

Les forces du gouvernement libyen ont «récupéré récemment quatre puissants missiles antichars Javelin, qui coûtent plus de

170 000 dollars chacun et ne sont généralement vendus qu'aux alliés américains», ont ajouté les mêmes sources. Ces missiles appartenaient à la France avant de se retrouver aux mains des troupes de Khalifa Haftar, qui a lancé depuis le 4 avril une offensive pour tenter de s'emparer de la capitale libyenne Tripoli où siège le gouvernement d'union nationale reconnu et soutenu par les Nations unies. Au cours des derniers jours, le Département d'Etat américain, alerté par les autorités libyennes, a enquêté sur les origines des missiles, en utilisant leurs numéros de série et d'autres informations, a rapporté le

New York Times, dans son édition électronique de mardi. Les investigations menées par la défense américaine ont permis de découvrir que l'armement saisi avait été vendu, la première fois à la France en 2010 dans le cadre d'un contrat de fourniture de 260 missiles Javelins, a précisé le quotidien américain citant un rapport de l'Agence de coopération pour la sécurité et la défense du Pentagone. Réagissant suite à la publication de cette information, le ministère français des Armées a confirmé mercredi que les missiles découverts par les forces du GNA en Libye, sur une base des troupes du général

Haftar, appartiennent «effectivement» à la France, précisant toutefois, qu'ils «sont hors d'usage et devaient être détruits». Selon la défense française, ces armes «étaient destinées à l'autoprotection d'un détachement français déployé à des fins de renseignement en matière de contre-terrorisme». Les autorités françaises ont assuré, en outre, que les missiles «endommagés et hors d'usage» étaient «temporairement stockés dans un dépôt en vue de leur destruction et n'ont pas été transférées à des forces locales» en Libye.

R. T.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019

## L'UE comptait plus de 513 millions d'habitants

L'Union européenne (UE) comptait plus de 513 millions d'habitants au 1er janvier 2019, selon une estimation d'Eurostat publiée hier.

«Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la population de l'UE était estimée à près de 513,5 millions, contre 512,4 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018», a précisé l'office statistique européen dans un com-

munié.

Eurostat attribue cette hausse particulièrement à la migration nette, au moment où le solde naturel est négatif, plus de décès que de naissances ayant été enregistrés dans l'UE (5,3 millions de décès et 5 millions de naissances).

Avec 83 millions de résidents (soit 16,2% de la population totale

de l'UE), l'Allemagne est l'Etat membre de l'UE le plus peuplé, devant la France (67,0 millions, 13,1%), le Royaume-Uni (66,6 millions, 13,0%), l'Italie (60,4 millions, 11,8%), l'Espagne (46,9 millions, 9,1%) et la Pologne (38,0 millions, 7,4%).

En 2018, la population a augmenté dans 18 Etats membres de

l'UE et a diminué dans 10 autres. La plus forte croissance démographique a été observée à Malte (+36,8 pour 1000 résidents), devant le Luxembourg (+19,6), l'Irlande (+15,2) et Chypre (+13,4), la Suède (+10,8), la Slovaquie (+6,8), la Belgique (+6,1), l'Espagne et les Pays-Bas (+5,9 chacun) et les Royaume-Uni (+5,6).

A l'opposé, la plus forte baisse de la population a été enregistrée en Lettonie (-7,5), suivie par la Bulgarie et la Croatie (-7,1 chacune), la Roumanie (-6,6) et la Lituanie (5,3).

Au total, la population de l'UE s'est accrue de 1,1 million de personnes (+2,1) au cours de l'année 2018.

Bilal L.